



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Rapport du Directeur général sur l'exécution du programme (34 C/5) (1^{er} janvier 2008 – 30 juin 2009)

Grand programme I - Éducation

TITRE II - PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME

II.A – Programmes

GRAND PROGRAMME I - ÉDUCATION

Priorité sectorielle biennale 1 : Piloter l'Éducation pour tous (EPT) en assurant la coordination mondiale et fournir une assistance aux États membres pour la réalisation des objectifs de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'éducation sur la base du Plan d'action global

Paragraphe 01012 - Axe d'action 1 : Pilotage mondial de l'EPT, coordination des priorités du système des Nations Unies en matière d'éducation et mise en place de partenariats solides

Budget ordinaire : Activités (arrondis au millier de dollars)

Planifié: 5 167

Effectif: 3 753

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Mise en œuvre du Plan d'action global pour l'EPT	<ul style="list-style-type: none"> Depuis la signature du Plan d'action global (mars 2007), l'UNESCO a organisé des réunions où étaient présents des représentants des 4 autres organisations participantes (PNUD, FNUAP, UNICEF et Banque mondiale) et développé les contacts informels avec elles. Une lettre collective adressée en avril 2009 à tous les coordonnateurs résidents et représentants de pays de l'ONU au nom des chefs de secrétariat des organisations participantes, invitait à resserrer la collaboration interinstitutions pour soutenir les efforts nationaux en faveur de l'EPT et esquissait les étapes futures de la collaboration au niveau des pays. La coopération informelle régulière pour l'EPT en 2008-2009 a permis de préciser les rôles respectifs des organisations participantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Importance d'une approche commune des défis et des moyens d'y répondre, et de la confiance entre les partenaires. L'engagement institutionnel limité de la Banque mondiale, de l'UNICEF et du PNUD et la détermination limitée à assurer concrètement le suivi au niveau des pays empêchent d'avancer. Il reste très difficile d'obtenir une participation réelle des principaux partenaires. Une meilleure hiérarchisation des activités liées aux activités de coordination et une coordination interne améliorée aideraient à obtenir une meilleure participation des partenaires et à renforcer le rôle de chef de file de l'UNESCO. L'évaluation récente de l'Objectif stratégique de programme 1 a constaté une amélioration marquée de la communication et de la coopération entre les organisations participantes au cours de l'année écoulée, mais noté aussi que nombre de parties prenantes externes critiquaient les aspects plus formels du Plan d'action global, vus comme trop ambitieux et insuffisamment ouverts. 	Dans la région Asie centrale, par exemple, le Bureau multipays de l'UNESCO à Almaty, l'UNICEF Astana, le PNUD et la Banque mondiale effectuent actuellement une enquête conjointe sur l'impact de la crise économique sur les services sociaux, y compris l'éducation, en vue de la révision des plans et stratégies nationaux.	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Poursuite de partenariats coordonnés, harmonisés et efficaces dans le cadre du Plan d'action global pour l'EPT en vue d'un engagement politique renforcé aux niveaux mondial, régional et national en faveur du programme de l'EPT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension accrue chez les décideurs de l'importance centrale de l'investissement en faveur de l'éducation pour le développement et le relèvement après une crise, grâce à une action intensive de plaidoyer dans des instances internationales telles que la huitième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT (Oslo, décembre 2008), le débat thématique de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le thème « L'accès à l'éducation en situation d'urgence » (New York, mars 2009), le Forum des parlementaires arabes pour l'éducation (Le Caire, avril 2009), le Forum africain des parlementaires pour l'éducation (Dakar, mai 2009) et la 17^e Conférence des ministres de l'éducation du Commonwealth (Kuala Lumpur, juin 2009). • Le Groupe des Huit (G8) a réaffirmé son attachement à l'EPT lors de sa réunion de L'Aquila (juillet 2009), à la suite de la collaboration préalable entre l'UNESCO et la présidence italienne. • Les partenariats multipartites en faveur de l'éducation sont mieux connus grâce à la coopération poursuivie avec le Forum économique mondial au titre du programme de Partenariats pour l'éducation. Les acteurs désireux de réaliser des partenariats efficaces pour l'éducation sont mieux informés, grâce à la révision et à la mise à jour de la plateforme et de la base de données www.pfore.org, qui donne accès à des études de cas de partenariats entre sociétés du secteur privé, administrations publiques et société civile. Mise au point définitive d'un Manuel de suivi et d'évaluation des partenariats pour l'éducation. Soutien à la réalisation d'initiatives de partenariats multipartites au Rwanda. • Les engagements au niveau régional ont été renforcés grâce : à l'expansion et à la liaison stratégique du Groupe thématique régional de l'Asie et du Pacifique sur l'EPT avec des réseaux existants (par ex. le Réseau d'éducation non formelle, le Réseau pour le genre dans l'éducation en Asie, et le réseau des praticiens d'Education et protection de la petite enfance - EPPE); au soutien apporté aux réseaux compétents d'acteurs sociaux en Amérique latine; et à l'amélioration de la coordination et des liens entre le Forum africain des parlementaires pour l'éducation et les Communautés économiques régionales, entre autres exemples. • L'engagement en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA s'est affermi grâce à la participation active à l'Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation (2 cadres régionaux ont été mis au point, dans les régions d'Asie-Pacifique et d'Europe orientale et Asie centrale) et à des mécanismes régionaux interinstitutions tels que le Groupe des 	<ul style="list-style-type: none"> • L'EPT restant la grande priorité de toute l'Organisation, il faut néanmoins s'employer plus activement à accroître la participation de tous les secteurs de programme aux activités d'EPT • Les liens avec les organes infrarégionaux (Organisation des ministres de l'éducation des pays du Sud-Est asiatique, par ex.) sont indispensables pour que le programme de l'EPT bénéficie d'une adhésion de haut niveau. • En renforçant les liens aux niveaux technique et politique entre les secteurs de la santé et de l'éducation, on devrait arriver à surmonter les réticences suscitées dans certains pays par la mention des problèmes liés au VIH et au SIDA. 	<p>L'UNESCO a tiré le meilleur parti d'une série de grandes manifestations pour renforcer l'engagement politique en faveur de l'éducation</p> <p>Consultations avec d'autres entités coparrainant ONUSIDA afin d'éviter les doublons et d'économiser les ressources.</p>	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>directeurs régionaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La visibilité de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) est meilleure, et la deuxième moitié de la DEDD a reçu une impulsion dynamique grâce à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable (Bonn, mars-avril 2009). Cinq domaines stratégiques à privilégier éventuellement ont été identifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Défi : Réorienter la DEDD à partir des résultats du rapport de suivi mondial et d'évaluation, de la Déclaration de Bonn et des résultats des autres conférences sur le sujet. 		
<p>Nombre important de pays s'étant dotés de politiques et de plans d'éducation nationaux qui traduisent un fort engagement politique en faveur de l'EPT et font de l'alphabétisation une priorité de leur plan national</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Attention accrue des gouvernements aux problèmes d'alphabétisation dans les plans et politiques nationaux grâce : au resserrement de la coordination entre les partenaires de la DNUA et les réseaux, dont les réseaux régionaux; à l'examen du rapport à mi-parcours de la Décennie par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-troisième session; au plaidoyer mené par le biais des Prix internationaux de l'alphabétisation, de la Journée internationale de l'alphabétisation et du programme « Espoir et solidarité grâce au ballon ». • Les décideurs sont mieux informés des politiques et des programmes d'alphabétisation grâce : au portail de l'UNESCO consacré aux pratiques de références de l'alphabétisation ; à la mise au point définitive des examens à mi-parcours de la DNUA sous l'angle des droits et de la transversalité du genre ; aux essais de valeurs internationales de référence pour l'alphabétisation dans certains pays ; à la définition de méthodes améliorées de suivi et d'évaluation de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle et au renforcement des capacités en ce sens [Système d'information sur la gestion de l'éducation non formelle (SIG-ENF)]. • Dans la région d'Asie-Pacifique, mise au point de guides génériques sur la création de synergies entre l'éducation formelle et non formelle, et enrichissement des stratégies de la DNUA par intégration des aspects centraux de l'EPT (tels que l'éducation des filles et les droits humains). 	<p>Enseignements tirés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque la société civile participe au plaidoyer en faveur de l'alphabétisation, les gouvernements s'y intéressent généralement plus; • il faudrait exploiter plus les synergies entre la DNUA et le programme d'EPT; • il faut continuer à prêter une attention soutenue aux politiques d'éducation plurilingue. 		<p>Financement international accru pour l'alphabétisation, stimulé par les conférences régionales, les activités de plaidoyer et la réalisation de l'initiative LIFE.</p>
<p>Augmentation sensible des ressources financières disponibles ou annoncées pour l'éducation par les autorités nationales et les partenaires de l'EPT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les instances de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée (IMOA) au niveau mondial, a contribué à la stratégie de reconstitution du Fonds catalytique de l'IMOA et plaidé pour faire donner la priorité aux pays connaissant les plus grandes difficultés d'EPT et prêter attention aux sous-secteurs négligés de l'éducation tels que l'alphabétisation. A fait valoir l'importance qu'il y a à harmoniser et aligner convenablement les activités de l'IMOA pour ce qui est du développement des capacités, de la planification, du calcul des coûts et du suivi. 	<ul style="list-style-type: none"> • S'il est vrai que la responsabilité de mobilisation des courants d'aide n'est pas du ressort de l'UNESCO, l'évaluation externe récente des objectifs stratégiques 1 et 2 du programme de MPI a néanmoins abouti à la constatation que les parties prenantes trouvaient que l'Organisation ne faisait pas assez pour influencer sur la mobilisation des ressources. 		<p>Prise en main nationale assurée</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<ul style="list-style-type: none"> • A dirigé le groupe de coordination des partenaires pour la formulation de la stratégie du secteur et de la préparation de la proposition Cameroun IMOA-EPT. A également facilité le déroulement de l'IMOA-EPT pour obtenir un financement en République centrafricaine et coordonné le groupe sectoriel de l'éducation en Haïti pour obtenir des ressources au titre de l'IMOA. Assistance technique pour la formulation du diagnostic et des plans sectoriels en Guinée-Bissau, en prévision d'une demande de fonds au titre de l'IMOA. Appui analogue à la Côte d'Ivoire, au Gabon, au Mali, au Niger et au Rwanda. • Par le biais du Programme de renforcement des capacités en faveur de l'EPT (CapEPT) de l'UNESCO, le Secteur a mobilisé pendant l'exercice biennal en cours près de 15 millions de dollars, ce qui correspond à une augmentation de 33 % par rapport à l'exercice biennal précédent. Le Programme CapEPT a ainsi permis à l'UNESCO de développer notablement ses interventions visant à étoffer le développement des capacités au niveau des pays. Parallèlement, cela a permis de mieux harmoniser l'action des donateurs à l'appui des priorités du C/5. 		<p>Financement à l'aide de fonds extrabudgétaires d'assistance technique assurée sur la demande des États membres et selon leurs échéanciers.</p>	<p>dès le début du processus.</p> <p>Il est indispensable de travailler avec les partenaires bilatéraux pour assurer une base de financement soutenue et la poursuite du développement des activités.</p>
<p>Intensification de la coopération et des échanges Sud-Sud et Nord-Sud en ce qui concerne les bonnes pratiques dans le domaine de l'EPT, et renforcement des réseaux éducatifs des pays en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La coopération Sud-Sud a été utilisée comme modalité efficace pour améliorer les connaissances et développer les capacités dans des domaines essentiels liés à l'EPT, notamment : • Pour l'EDD: des concertations en collaboration dans la région Asie-Pacifique ont permis de mettre en évidence des liens Sud-Sud et Nord-Sud et de répondre à des préoccupations nationales et régionales touchant la définition des politiques d'EDD. VIH et SIDA : soutien à la coopération sur la question de l'accès universel entre le Brésil et les pays lusophones d'Afrique. Un séminaire de renforcement des capacités pour l'EPT en Afrique a développé les échanges de données d'expérience en mobilisant des représentants des États arabes et de la région d'Asie-Pacifique. Renforcement des réseaux régionaux en Asie-Pacifique grâce à des ateliers de développement des capacités et à une concertation au niveau des politiques consacrés à l'EPT; des réseaux d'alphabétisation en Afrique (notamment l'Association panafricaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes, la Fondation Karanta et le Groupe de travail sur l'éducation non formelle de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique - ADEA) ont permis de partager des connaissances et des pratiques de référence pour l'alphabétisation, par des activités où ensemble ils ont pu débattre de leurs expériences et perfectionner leur plaidoyer conjoint. EFTP: renforcement du réseau UNEVOC, en particulier dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, en vue de resserrer la coopération et l'assistance 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est important que l'EDD ait rang prioritaire au niveau national avant le lancement de pourparlers sur les cadres régionaux. • La participation des coordinateurs de l'EPT aux grandes manifestations régionales de l'EDD est cruciale. • Les réseaux régionaux peuvent assumer un rôle important en offrant des ressources techniques et en faisant connaître les expériences réussies grâce à l'innovation et à la mise en commun des connaissances. Il importe d'assurer la liaison avec les organes infrarégionaux 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	mutuelle dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Développement des capacités des dirigeants, des planificateurs et des chercheurs en matière d'EFTP grâce à un séminaire infrarégional organisé par l'UNEVOC en partenariat avec le partenariat German Development International (InWEnt).			

Paragraphe 01013 - Axe d'action 2 : Établissement d'un cadre et de réseaux mondiaux pour le développement des capacités de planification et de gestion des systèmes éducatifs

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)
Planifié: 2 893
Planifié: 1 989

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Proposition et mise en commun avec les parties prenantes de l'EPT et les partenaires du développement d'approches conjointes du renforcement des capacités en matière de formulation et de planification des politiques éducatives ainsi que de suivi et d'évaluation des systèmes éducatifs	<ul style="list-style-type: none"> À partir du document de stratégie de l'UNESCO sur le Développement des capacités de planification et de gestion de l'éducation (IPE 2009), formulation d'une proposition et essais méthodologiques de Directives opérationnelles qui serviront à orienter le soutien de l'UNESCO aux États membres dans des domaines liés aux politiques, à la planification, à la gestion financière et à la gestion des enseignants. La proposition vise 7 domaines thématiques, dont 2 seront traités en 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> Les méthodes de développement des capacités proposées dans les Directives exigent une analyse rigoureuse des besoins et des capacités en place dans des contextes nationaux très divers. Or, pour cela, il faut pouvoir compter sur des équipes mixtes nationales-internationales d'experts de haut niveau venant de différentes régions et tirant les enseignements voulus de leurs expériences. 	Une fois mises au point, les Directives seront un moyen très économique de renforcer les moyens dont dispose l'UNESCO pour répondre aux demandes d'appui des États membres qui souhaitent développer les capacités institutionnelles et un outil dont les institutions des États membres pourront elles-mêmes se servir en les adaptant à leurs objectifs.	L'élaboration des Directives comporte des mesures visant à en garantir la qualité et la pertinence, et donc la durabilité.
Fourniture aux États membres de compétences, de méthodologies techniques et d'instruments pratiques, et identification des meilleures pratiques et des innovations en matière de formulation et de planification des politiques éducatives ainsi que de suivi et d'évaluation des systèmes éducatifs à l'aide de réseaux et de communautés de pratiques	<ul style="list-style-type: none"> La mise en service du portail sur le Web (E-MAP) a permis d'ouvrir l'accès par voie électronique à l'information sur la planification et la gestion de l'éducation, le fichier d'experts s'enrichit d'experts des pays en développement. Le Réseau inter-agences sur les modèles de simulation en éducation (INESM), créé par l'UNESCO pour centraliser l'information sur les modèles de simulation concernant l'éducation, a permis d'améliorer l'évaluations de besoins en matière d'éducation ayant l'EPT pour but. Les planificateurs et les décideurs de la région d'Asie et du Pacifique sont mieux informés des expériences de planification financière et des plans-cadres de dépenses à moyen terme pour l'éducation en Mongolie, au Népal, en République de Corée, en Thaïlande et au Viet Nam, grâce à l'élaboration des rapports sur les études de cas de pays. La mise en place de capacités suffisantes de planification a progressé dans les pays ciblés d'Asie et du Pacifique grâce à la mise au point d'un portail donnant accès à une documentation de formation à la 	<ul style="list-style-type: none"> Trouver et engager des experts locaux compétents pour réaliser une étude de cas de pays a été un véritable défi. Les politiques et les moyens de surveillance de l'alphabétisation, qui restent médiocres, appellent des améliorations. 	<p>Afrique : Collaboration avec des partenaires internationaux (UA, Agence universitaire de la Francophonie, ADEA, Centre de recherches pour le développement</p>	L'accent a surtout été mis en 2009 sur la formation des formateurs, dont on attend qu'ils assurent une formation analogue dans leurs pays respectifs et dans leurs propres langues nationales. Le but est de garantir la durabilité et un impact de longue durée sur le développement des capacités au niveau des pays.

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>planification et au financement de l'éducation. Dans les pays d'Amérique latine, des études sur les bonnes pratiques de gestion financière de l'éducation ont été réalisées au Chili, en Argentine et au Costa Rica.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les décideurs des pays du programme LIFE ont désormais accès à des outils de formation et à des directives de stratégie pour la planification, le contrôle et l'évaluation des programmes d'alphabétisation, grâce à la mise au point de ces outils et aux essais pilotes réalisés au Sénégal. • Dans le cadre de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA), les décideurs peuvent accéder à un outil d'analyse permettant d'analyser en profondeur les problèmes d'enseignants dans les pays et de définir des politiques globales, basées sur les faits, visant les enseignants. Cet outil a été mis au point, puis testé en pilote dans 2 États membres. • Les décideurs sont mieux sensibilisés aux expériences régionales et internationales de programmes d'équivalence et les méthodes parallèles d'éducation se sont améliorées dans les États arabes grâce à un séminaire infrarégional (Le Caire, avril 2009). • Appui à la reconstruction de l'éducation après une crise (Afghanistan, Chine, Cuba, Haïti, Iraq, Liban, Myanmar, Namibie, Népal, Pakistan, Soudan, République arabe syrienne, Territoire palestinien occupé et Zimbabwe) et assistance technique lors de nouvelles crises (crise de Gaza, inondations en Namibie, crise humanitaire au Sri Lanka...). • L'UNESCO a également contribué à faciliter le débat thématique de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le thème « L'accès à l'éducation en situation d'urgence » et la campagne mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques. 		international et UNICEF)	
<p>Renforcement des capacités nationales dans le domaine de la planification et de la gestion de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement des capacités de planification et de gestion a progressé grâce au Programme de formation approfondie (PFA), qu'ont achevé 31 stagiaires (51,6 % venant d'Afrique, 58,1 % venant de PMA, 48,4 % de femmes). • Six pays d'Afrique subsaharienne ont renforcé leurs capacités institutionnelles grâce aux essais pilotes réussis du nouveau cours « composite » sur l'éducation de l'IPE, d'une durée de 10 mois, qui a suscité des remontées d'information favorables sur son utilité et sa pertinence. • Plus de 500 personnes ont acquis des connaissances spécialisées grâce à des cours spécifiques offerts par l'IPE à 	<ul style="list-style-type: none"> • Le PFA a régulièrement été évalué comme ayant une influence favorable sur le déroulement de carrière de ceux qui l'ont suivi. Une étude longitudinale des anciens de l'IPE, en cours de réalisation, permettra de déterminer les effets du PFA sur les cohortes précédentes. Plusieurs anciens élèves de l'IPE occupent des positions élevées qui les placent au cœur du débat sur les politiques et le développement. • L'IPE met au point un programme d'enseignement à distance, modalité 	<p>On a fait très attention à contrôler les coûts de la formation : des modifications ont permis une utilisation plus rentable des intrants ; on met au point des cours d'enseignement à distance et des cours composites ; on a donné la préférence à des stages régionaux plutôt que nationaux pour élargir au maximum l'auditoire touché par les stages de courte durée. Quand c'était possible, on a offert des cours préparatoires pour donner plus de profondeur aux stages proprement</p>	<p>Les évaluations en fin de cours indiquent que les participants ont une opinion élevée de l'utilité et de la pertinence de cette formation. L'IPE y voit une indication que les connaissances acquises seront réellement utilisées.</p> <p>La collaboration avec des institutions nationales et régionales renforce la capacité de ces partenaires à exercer</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>Paris et à Buenos Aires (à Paris, 52,3 % des stagiaires venaient de pays d'Afrique subsaharienne, 357 % de PMA et 39 % étaient des femmes).</p> <ul style="list-style-type: none"> Des progrès ont été obtenus pour ce qui est d'améliorer la préparation et la réaction des pouvoirs publics aux catastrophes et aux conflits et de prévenir de ces derniers, grâce à la mise au point d'un cours en collaboration synergique avec l'UNICEF. La conception et la teneur de ce cours ont été définis au cours d'un atelier pilote. 	<p>permettant d'atteindre des groupes de planificateurs et de gestionnaires qui risqueraient autrement d'être exclus des possibilités d'acquisition de connaissances, sachant que la fracture numérique empêche encore, dans de nombreux pays, d'utiliser des cours entièrement basés sur le Web.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le grand défi est de faire en sorte que les planificateurs et les gestionnaires formés à l'IIPE utilisent effectivement les compétences acquises. Cela soulève la question de l'environnement et du fonctionnement des fonctions publiques d'où viennent la plupart des formateurs de l'IIPE. 	<p>dits. On a constamment recherché des partenariats pour pouvoir partager les coûts ou obtenir un effet de levier.</p>	<p>leurs fonctions de formation. C'est pourquoi l'IIPE a associé 6 institutions nationales de formation à son nouveau cours composite.</p>
<p>Détermination documentée des capacités nécessaires et des contraintes en matière de planification et de gestion de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le lancement d'une enquête dans 18 pays a permis de mieux comprendre les besoins de formation dans les pays arabes. Un programme régional de développement des capacités de planification et de gestion de l'éducation sera mis au point à partir des résultats de l'enquête. Une note de réflexion sur la mise au point du programme régional a été élaborée, et l'équipe technique/consultative constituée. Les connaissances sur la qualité du SIGE en Afrique se sont enrichies grâce aux études réalisées dans plus de 12 pays d'Afrique en collaboration avec l'ISU. 		<p>Collaboration entre le Secteur de l'éducation et l'ISU.</p>	
<p>Information des parties prenantes de l'éducation sur les faits nouveaux importants intervenus dans le domaine de la planification et de la gestion de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes ont été informées des faits nouveaux importants grâce à la production de 36 publications nouvelles affichées sur le site Web de l'IIPE. Les travaux de l'IIPE sont régulièrement utilisés par d'autres parties prenantes : les travaux sur le financement rapide de l'enseignement supérieur en Asie est par exemple utilisé par le Projet de comparaison internationale du financement et de l'accessibilité de l'enseignement supérieur, pour une étude des moyens de contrôle des ressources des candidats dont se servent les pays du monde entier pour répartir les bourses d'enseignement supérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> Il est trop tôt pour indiquer le degré d'utilisation. Mais les schémas de production des précédents exercices biennaux montrent que ces publications sont très probablement bien utilisées. Il est indispensable, pour donner la visibilité voulue aux travaux de l'IIPE, de constituer des partenariats et des réseaux solides, et de pouvoir répondre rapidement aux demandes d'information. 	<p>En appoint aux dispositifs en place pour le contrôle de qualité (examen par les pairs, par ex.), introduction d'un système de gestion des stocks de publication, parallèlement au principe de l'impression à la demande, que les technologies modernes permettent d'appliquer sans coût supplémentaire.</p> <p>La production du bulletin a été ramenée de 4 à 3 numéros par an.</p>	<p>Le nombre élevé de téléchargements à partir du site Web de l'IIPE indique que la demande de publications de ce type est forte.</p> <p>La mise à jour périodique de la liste d'envoi permet de bien cibler les lecteurs.</p>

Priorité sectorielle biennale 2 : Favoriser l'alphabétisation et une éducation de qualité pour tous à tous les niveaux et dans le cadre de l'apprentissage formel et non formel tout au long de la vie, l'accent étant mis en particulier sur l'Afrique, l'égalité entre les sexes, les jeunes, les PMA, les PEID ainsi que les groupes sociaux les plus vulnérables y compris les populations autochtones, et l'éducation au service du développement durable

Paragraphe 01017 – Axe d'action 3 : Promotion du dialogue sur les politiques, de la recherche et des normes

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)	
Planifié: 9 660	Planifié: 8 241

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Publication d'un rapport mondial de suivi et diffusion de rapports nationaux et régionaux.	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition de données sur la situation mondiale en matière d'éducation pour les décideurs, les parties prenantes et le grand public dans les 6 langues de l'ONU avec la publication du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009 (RSE) et de son résumé. Ces textes et les documents connexes sont disponibles en de nombreuses autres langues (le résumé a été traduit entre autres en allemand, coréen, japonais, farsi, hindi et bengali). Présentation du Rapport lors de multiples forums internationaux, régionaux et nationaux. Sa diffusion se poursuit, par exemple présence aux 4 conférences mondiales sur l'éducation de l'UNESCO en 2008-2009, à la réunion des experts de l'éducation de l'UE à Bruxelles, au Forum des Nations Unies " Les minorités et le droit à l'éducation " à Genève, événement parallèle à la Conférence internationale sur le financement du développement de Doha et aux réunions de préparation pour la réunion du G8 de 2009. Diffusion également lors d'importantes conférences régionales comme la conférence UNESCO-APEID (Bangkok), le Forum des parlementaires arabes pour l'éducation (Le Caire), le Forum Africain des parlementaires pour l'éducation (Dakar) et la Conférence internationale sur l'EFTP et l'éducation au service du développement durable (Minsk). Importante diffusion à l'échelon national en liaison avec d'autres événements nationaux et avec des événements rattachés à la Semaine mondiale d'action pour l'EPT (20-25 avril 2009). Première diffusion nationale en Chine et en Mongolie. Diffusion aux niveaux régional et sous-régional (ouest, centre est et sud de l'Afrique) dans 24 pays africains. Élaboration du 1^{er} projet de Rapport 2010 (titre provisoire "<i>Atteindre & éduquer les plus marginalisés</i>"), analysant les facteurs qui perpétuent la marginalisation en matière d'éducation, ses effets sur la marginalisation dans la société de façon plus large et les réussites et les échecs des politiques publiques adoptées pour y remédier. Commande de quelque 70 documents de référence pour ce Rapport, dont des études nationales et transversales sur les groupes marginalisés et d'autres thèmes. Des progrès ont été réalisés dans les projets de diffusion à l'échelon international, régional et national. 	<ul style="list-style-type: none"> Le RSE continue d'avoir un impact dans les forums multilatéraux et internationaux. Les bureaux hors Siège et les partenaires donateurs jouent un rôle essentiel en organisant la diffusion au niveau national. En plus de la diffusion nationale et régionale organisée par les bureaux de l'UNESCO surtout dans des pays à revenus intermédiaires et faibles, les partenaires donateurs ont continué de soutenir l'organisation de séminaires, de réunions d'experts et de colloques nationaux, par exemple au Canada, en Irlande, en Allemagne, en Suède, au Danemark, au Japon, en Norvège, dans le GBR et aux USA. Des responsables de haut niveau des ministères de l'Éducation et des Affaires étrangères participent souvent à ces manifestations. Il est important de disposer à temps de la version française (en même temps que la version anglaise) et de fixer une date cible pour les diffusions. On pourrait envisager une version simplifiée pour les groupes cibles de l' ENF ou un film documentaire. 	Traductions effectuées par les partenaires et les bureaux hors Siège de l'UNESCO	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Accès des principales parties prenantes et du grand public aux derniers résultats de la recherche, aux orientations et innovations les plus récentes ainsi qu'aux meilleures pratiques dans le domaine de l'éducation, y compris l'utilisation des technologies dans l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des progrès ont été réalisés dans le sens d'une meilleure appréhension de la situation au Maghreb avec l'examen à mi-parcours de l'EPT au Maghreb, sur le thème : " Le développement de l'éducation au Maghreb : tendances, défis et perspectives ", actuellement en cours d'examen par les partenaires nationaux, les experts individuels et l'UNICEF. Sensibilisation des parties prenantes à une meilleure intégration du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation grâce à l'élaboration, l'essai et l'utilisation d'outils et de lignes directrices (comme le kit de formation des enseignants, les matériels pour les homosexuels hommes, les matériels de prévention du VIH, la mise en avant du thème du VIH/SIDA, l'éducation de qualité et le VIH/SIDA, les lignes directrices internationales sur la sexualité, la recherche sur les besoins éducationnels des étudiants séropositifs en Afrique), ainsi qu'à l'amélioration et l'augmentation des matériels en espagnol diffusés par le centre commun d'échange d'informations sur l'éducation relative au VIH/SIDA. Des documents et des matériels de promotion et d'information relatifs à l'EDD sont désormais disponibles pour les parties prenantes dans les 6 langues des Nations Unies. Des progrès ont été réalisés dans le renouvellement du format du kit d'information sur l'EDD, avec l'élaboration d'une proposition de structure et de cadre nouveaux, prévoyant notamment la rédaction de 2 nouvelles catégories de fiches et l'inclusion de modules ciblés et de matériels multimédia et promotionnels. Des travaux de recherche sur l'amélioration de l'enseignement des sciences dans la région arabe sont désormais disponibles avec la publication d'une étude comparative (en anglais et en arabe) qui analyse et identifie les enjeux et les facteurs de réussite, et émet des recommandations. Des études de cas nationales ont été menées au Népal, dans la République démocratique populaire lao et en Inde, permettant d'établir une base initiale d'informations et de connaissances dans la région Asie et Pacifique sur les capacités de formulation et de prévision de politiques relatives à l'éducation. Mise à disposition pour les décideurs et autres parties prenantes de matériels sur l'expérience concrète des pays en ce qui concerne les professeurs du secondaire, après élaboration d'une étude régionale sur le sujet. Partage de l'expérience de l'UNESCO en matière de TIC et 	<ul style="list-style-type: none"> Les partenariats et les alliances aux niveaux mondial, régional et national facilitent l'incorporation des résultats des travaux de recherches à l'échelon mondial dans les programmes régionaux et nationaux ainsi que dans les programmes de formation des enseignants. Le site Web et les publications de la DEDD sont très appréciés des États membres et des parties prenantes de l'EDD dans le monde ; il y a en particulier une demande pour qu'ils soient disponibles en plusieurs langues. Faire en sorte que le kit révisé corresponde aux besoins des parties prenantes et des praticiens de l'EDD. L'aspect collaboratif de cette initiative peut parfois causer des retards dans son application. Difficulté de trouver et d'engager des experts, notamment des experts nationaux compétents dans le domaine du financement et de la gestion au niveau local. 	<ul style="list-style-type: none"> En Afrique, les équipes régionales conjointes sur le VIH/SIDA joignent des partenaires clés et partagent les dernières informations. <p>Renouvellement du partenariat avec le secrétariat pour l'EDD de la Commission économique pour l'Europe (CEE) des Nations Unies.</p> <p>Coopération avec l'ALECSO</p>	<p>Le site Web de la DEDD a été visité par environ 210 000 utilisateurs, à la suite du vif intérêt soulevé par la Conférence mondiale de Bonn sur l'éducation au service du développement durable et le processus de suivi et d'évaluation.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>d'éducation dans les domaines de la planification, de l'EFTP, de la formation des enseignants et de l'éducation de base, avec les participants de la conférence sur l'apprentissage en ligne en Afrique de 2009 (Dakar, Sénégal).</p> <ul style="list-style-type: none"> Collecte des bonnes pratiques en matière de ressources éducatives libres (REL), harmonisation de la production et consolidation de la mise en réseau par le biais de l'atelier de l'Afrique de l'Ouest. 	<ul style="list-style-type: none"> Il faut plus de cohérence et de coordination entre partenaires dans ce sous-secteur essentiel (TIC et éducation) dont la croissance est exponentielle. Identifier les partenaires essentiels pour pouvoir accroître les opportunités de formation au niveau national. Il faut accorder plus d'attention à l'investissement dans le savoir-faire pour donner davantage de pertinence et d'impact à ces événements. 	<p>Les partenaires comprenaient l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Organisation Internationale de la Francophonie.</p>	
<p>Information des plates-formes mondiales, régionales, sous-régionales et nationales d'élaboration des politiques (réunions, conférences et forums), à l'aide de données issues de la recherche et concernant des thèmes identifiés comme prioritaires et les processus liés à la qualité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur, amélioration de la coopération et promotion de l'investissement par le biais de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (CMES) (juillet 2009), à la quelle ont participé plus de 1000 parties prenantes, et qui s'est appuyée sur les résultats des conférences préparatoires régionales. Au niveau régional : meilleure compréhension des enjeux critiques de l'enseignement supérieur dans les États arabes suite aux débats de plus de 160 experts de 17 pays lors de la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur (ARCHE+10, Le Caire, mai/juin 2009), informée par 17 rapports nationaux et 45 articles de recherche ayant fait l'objet d'un examen par les pairs des auteurs. Élaboration d'études sur l'accès à l'enseignement supérieur et la diversification de ses structures en Afrique, fondées sur les résultats des conférences régionales sur l'enseignement supérieur (Sénégal, novembre 2008), pour informer la CMES. D'autres réunions préparatoires régionales et sous-régionales (Carthagène des Indes, juin 2008 ; Macao, sept. 2008 ; New Delhi, février 2009 ; et Bucarest, mai 2009) ont aussi fourni d'utiles rapports régionaux bien informés à la CMES. L'harmonisation de l'enseignement supérieur en Afrique a été facilitée par d'importantes contributions à la réunion de l'Association des universités africaines (AUA) sur le sujet en Afrique et la 12^e Conférence générale. L'UNESCO a réuni la communauté de l'EDD et créé une dynamique pour la seconde moitié de la Décennie lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable à Bonn. La Déclaration de Bonn replace l'éducation au service du développement durable à la lumière des défis mondiaux actuels, résume les progrès qui ont été faits durant la première moitié de la DEDD et appelle à l'action de l'UNESCO et des États membres en matière d'élaboration de 	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats ont informé la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (Paris, juillet 2009). Difficile de fournir des conseils fondés sur des résultats de recherche pour élaborer des politiques lorsqu'on manque de données. Il est essentiel de s'attaquer au manque de données sur l'enseignement supérieur en Afrique. Planification conjointe avec l'UA et l'AUA pour mettre en œuvre le réseau africain d'assurance qualité, et nécessité d'en élaborer le plan stratégique. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>politiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des progrès ont été réalisés dans le sens de l'élaboration de recommandations en matière de politique et des enseignements tirés pour examiner et renforcer la gouvernance, les politiques et les programmes relatifs à l'EPPE, y compris la production de travaux de recherche transnationaux et d'informations à des fins d'analyse. Identification et diffusion des pratiques et des politiques efficaces relatives à l'alphabétisation lors de conférences régionales et de haut niveau, et par le biais du portail de l'alphabétisation et des publications de l'UNESCO. Le Colloque de haut niveau et la consultation technique sur le cadre d'action stratégique international pour la seconde moitié de la DNUA (Paris, janv. 2009) a permis de s'accorder sur 3 objectifs principaux pour les actions à venir et de discuter des mesures à recommander pour les atteindre. Les discussions sur les modalités de développement de l'enseignement secondaire pour satisfaire des besoins nouveaux dus à des changements sociaux et économiques dans les États arabes ont progressé à l'occasion d'une réunion d'experts régionaux (Muscat, Oman, avril 2009), pour laquelle 14 profils de pays ont été élaborés. L'analyse comparative sur l'éducation, la diversité et la cohésion sociale dans les pays méditerranéens a progressé avec la finalisation des monographies nationales sur l'Algérie, la France, l'Italie, le Maroc, l'Espagne et la Tunisie. Le resserrement des liens entre la recherche et les politiques à été favorisé suite à la promotion, au conseil et au dialogue institués en Asie et Pacifique dans des domaines comme l'éducation non formelle, l'éducation pour l'inclusion, l'éducation fondée sur les droits, le genre et l'EPPE. Les lignes directrices et les cadres de recherche ont été élaborés et partagés au niveau régional. Les travaux de recherche ont produit des informations et des données utiles sur les lacunes en termes de capacités d'adopter une approche fondée sur les droits dans l'enseignement, en mettant l'accent sur la formation des enseignants. Ces informations et ces données vont maintenant servir d'informations clés pour la formulation de politiques et de réformes. 	<ul style="list-style-type: none"> La coopération avec GTZ sur le projet de recherche Nord-Sud Caring & Learning Together n'a pu avoir lieu du fait de l'incompatibilité d'un certain nombre d'exigences d'ordre administratif et en matière de financement. La collaboration Sud-Sud a été stimulée par les conférences régionales. La réunion technique de consultation a permis aux partenaires de la DNUA de faire état des activités récentes et actuelles de soutien à la DNUA, et de présenter les actions prévues pour soutenir la Décennie. Cette réunion a favorisé la coopération Sud-Sud et Nord-Sud grâce à l'implication de 54 chercheurs des États arabes, d'Asie et Pacifique, d'Europe et d'Amérique du Nord. Dans certains cas, la composition des équipes de chercheurs a changé, causant des retards dans la mise en œuvre des projets. Les droits de l'homme sont encore un sujet sensible et l'éducation pour l'inclusion garde une définition étroite dans certains pays. Si la majorité des pays de la région dispose d'une certaine stratégie de mise en avant du genre dans l'enseignement, sa mise en œuvre constitue un défi. Il faut une approche plus solide et mieux ciblée d'intégration et d'institutionnalisation des questions transversales relatives à l'EPT. 	<p>Des fondations privées comme la Fondation Microsoft et Verizon se sont associées aux efforts de la DNUA.</p> <p>Oman NatCom a financé la participation d'experts internationaux choisis.</p> <p>La coordination entre différentes thématiques transversales est devenue plus efficace.</p>	
Renforcement des capacités des États membres d'analyser et de	<ul style="list-style-type: none"> Les travaux de recherche de l'UNESCO ont permis aux décideurs d'Amérique latine et Caraïbes d'être mieux équipés 	<ul style="list-style-type: none"> La mise au point et la réalisation de la SERCE ont servi de guide pour améliorer 		Des pays et certaines organisations internationales se

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>suivre les acquis de l'apprentissage par le biais de réseaux régionaux.</p>	<p>pour analyser et évaluer les acquis de l'apprentissage. Exemple: la publication de la Deuxième étude explicative et comparative régionale sur les résultats des élèves dans la région (SERCE), dans laquelle des tests dans 16 pays et un État du Mexique ont évalué des performances en langue et en mathématiques pour détecter les facteurs de réussite de l'apprentissage. Préparation et diffusion de publications associées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de séries de réunions régionales pour cerner les besoins prioritaires des pays et les enseignements qu'on peut tirer des pratiques efficaces, et pour discuter des orientations et des lignes directrices en matière d'élaboration de politiques visant à améliorer les acquis de l'apprentissage (États arabes, Asie et Pacifique, ALC). 	<p>les évaluations nationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer une diffusion appropriée pour toutes les publications et envisager l'envoi de publications en version papier pour les pays qui préfèrent ce format. • L'amélioration des initiatives d'apprentissage concerne les principaux facteurs influençant la qualité de l'apprentissage : l'étudiant ; les facteurs internes à l'école ; les facteurs externes à l'école ; les partenaires et le financement. 		<p>sont engagés à verser des fonds par une lettre d'accord.</p>
<p>Examen, promotion et suivi efficaces des instruments normatifs dans le domaine de l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Progrès obtenus dans le sens d'une garantie du droit à l'éducation par le biais de l'amélioration du suivi et du soutien aux États membres, et renforcement des capacités, des partenariats et de la sensibilisation, en mettant l'accent sur les aspects inclusifs du droit à l'éducation. Exemple : mise au point de mesures plus cohérentes et systématiques pour appliquer les conventions sur l'éducation ; progrès en matière de développement de la promotion, et de publication d'informations à partager sur les bonnes pratiques en matière de non-discrimination et de droit à l'éducation ; organisation de la 4^e consultation sur la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ; et mesures prises pour organiser des activités de renforcement de capacités en matière de principes, de mécanismes et de notification du droit à l'éducation. • Amélioration du suivi de l'application des Recommandations de l'UNESCO/OIT concernant la condition du personnel enseignant par le biais du Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant (CEART), avec la réalisation de 7 des 10 études conjointes spécifiques UNESCO/OIT commandées en vue de la réunion du CEART. Le guide pour l'utilisation de ce texte a été largement promu et diffusé. Les allégations qu'il contient ont été examinées et des solutions recherchées. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'UNESCO profitera de la 10^e session du CEART, qui se tiendra en même temps que le Conseil exécutif, la Conférence générale et la Journée mondiale des enseignants, pour attirer l'attention des décideurs. 		
<p>Formulation de politiques nationales de l'éducation en liaison avec les stratégies concernant les applications des TIC.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'intérêt suscité par les pratiques communes en matière de TIC appliquées à l'éducation (Échange de solutions) en Inde, dans le cadre d'une initiative menée en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, s'est renforcé ; plus de 500 personnes sont devenues membres dans les six derniers mois. Le fait de contribuer à la concertation sur l'action à mener et aux 	<ul style="list-style-type: none"> • Les connaissances réunies grâce à l'Échange de solutions sont diffusées par d'autres praticiens de l'éducation. • Les débats dans des langues autres que l'anglais sont essentiels pour une 	<p>Le concept d'Échange de solutions a un effet multiplicateur considérable dont profitent l'ONU et l'UNESCO, en termes de connaissances acquises et d'établissement de liens avec des praticiens, d'où une grande efficacité</p>	<p>Les produits de renforcement du savoir issus de l'Échange de solutions sont fréquemment utilisés par des organisations bilatérales multilatérales lors de l'élaboration de propositions, de</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>recherches visant à déterminer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de l'EPT suscite un intérêt particulièrement soutenu. Le Gouvernement du Rajasthan a inclus l'Échange de solutions dans son module de formation à l'intention des enseignants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les grandes lignes d'un projet de plan stratégique sur les TIC dans l'éducation à l'intention de l'Iraq ont été définies par un comité constitué à Bagdad ; il a été demandé au Ministère de l'éducation du Kurdistan de constituer un comité similaire qui serait chargé de travailler sur un même projet. Les plans en question seront liés à la Stratégie en matière de formation des enseignants et d'éducation et au Plan national pour l'ensemble du secteur de l'éducation en cours d'élaboration. 	<p>participation et une diffusion plus larges.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collaboration avec d'autres réseaux de connaissances serait souhaitable. 	<p>par rapport aux sommes dépensées.</p>	<p>notes d'orientation, de conférences, etc.</p>
<p>Renforcement et intensification, dans le cadre de la CONFINTEA VI, de l'engagement en faveur de l'éducation des adultes, de la visibilité de celle-ci et du soutien politique et financier qui lui est apporté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • UIL : Des progrès ont été accomplis sur la voie de l'établissement des toutes premières synthèses et analyses fondées sur les faits portant sur l'éducation des adultes dans une perspective mondiale et des données de référence ont été assemblées aux fins du suivi futur, avec mise au point définitive de cinq synthèses régionales sur les tendances, les résultats obtenus et les lacunes en matière d'éducation pour adultes ; cinq documents stratégiques régionaux ont été adoptés. • La mobilisation a été assurée grâce à la diffusion systématique des documents de sensibilisation conçus pour la CONFINTEA VI, avec en appui un site Web spécial en sept langues. Lors de la quatrième réunion du Groupe consultatif, les conclusions des conférences régionales ont été examinées et des avis critiques sur le programme de la CONFINTEA VI et le projet de document final ont été formulés. Ce projet a été distribué aux États membres pour consultation et préparation. 	<ul style="list-style-type: none"> • États membres et parties prenantes d'organisations de la société civile sont fortement impliqués grâce aux processus nationaux d'établissement de rapports (151 rapports) et à un calendrier de réunions préparatoires régionales intensif (5 conférences régionales avec 1 110 participants). • Il est nécessaire de concevoir des critères concrets reposant sur une analyse des situations nationales. • Sur le site Web de la CONFINTEA, la mobilisation, la sensibilisation, la diffusion de l'information et la communication sont fortement encouragées. 	<p>La participation systématique des commissions nationales et la participation d'organisations de la société civile ont facilité la mobilisation.</p> <p>La participation de pays pauvres aux conférences préparatoires régionales a été obtenue grâce à des contributions directes ou au parrainage des pays organisateurs.</p>	<p>151 rapports nationaux ont été téléchargés vers le site Web de l'UIL afin que les États membres et d'autres parties prenantes puissent servir de ces documents comme de références pour l'élaboration de politiques et la mise en oeuvre de programmes.</p>
<p>Intensification et élargissement du dialogue international sur les politiques éducatives dans le cadre de la Conférence internationale de l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • BIE : Des activités de sensibilisation à l'éducation inclusive au niveau régional ont été menées dans le cadre du processus préparatoire de la CIE, notamment lors de conférences organisées en Lettonie, en Indonésie, au Liban et au Cameroun et d'ateliers qui ont réuni plus de 870 participants venus de 127 pays. • 48^e CIE : Plus de 1 600 personnes (dont 100 ministres et vice-ministres, des représentants de 153 pays, d'organismes des Nations Unies, d'ONG et du secteur privé) ont participé au dialogue sur la notion élargie d'éducation inclusive. Des partenariats ont été noués avec des parties prenantes de premier plan et des engagements fermes ont été pris concernant la suite à donner dans les programmes d'action respectifs (Conseil de l'Europe, HCDH, UNICEF, Internationale de l'éducation, entre autres). Documents finals approuvés à 	<ul style="list-style-type: none"> • Le processus préparatoire est un élément clef qui contribue à la haute qualité des débats et fait que les participants se les approprient. • Les nouveautés de la CIE ont été appréciées, comme par exemple la table ronde entre les ministres et les jeunes représentant les exclus, qui a été diffusée sur le Web. Les expositions et manifestations parallèles ont été couronnées de succès. • La collaboration entre les diverses entités de l'UNESCO a contribué à donner effet aux engagements politiques et à accroître 	<p>Le coût de la plupart des activités de suivi a été pris en charge par les principales parties prenantes.</p>	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>l'unanimité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La dynamique en faveur de l'éducation inclusive a été entretenue grâce à un exposé et à des discussions consacrés aux documents issus de la 48^e CIE lors de 17 activités ciblées menées dans la foulée de la Conférence, auxquelles ont participé 1 255 personnes venues de 66 pays; • Les documents en question ont été diffusés une fois établi un rapport final dans les six langues officielles de l'ONU et grâce à la production d'un CD-rom contenant l'ensemble des documents, exposés, rapports nationaux et autres conçus à l'occasion de la CIE. Quatre vidéos réalisées en prévision de la 48^e CIE ont été copiées en série et des "notes vidéo" en trois langues seront utilisées en tant qu'outils d'apprentissage. 	<p>l'impact des activités de suivi aux fins de la mise en oeuvre des « Conclusions et recommandations » de la CIE.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Communauté de pratique (COP) du BIE a joué un rôle clef, qui a engagé une concertation sur l'action à mener avec les parties prenantes et les partenaires et élaboré avec eux des initiatives en faveur du développement des capacités. 		
<p>Renforcement des recherches sur le recrutement, la formation, la rétention et le bien-être des enseignants dans un certain nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, l'accent étant mis sur les pays participant à l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Grâce à la conception d'un guide méthodologique, les décideurs sont mieux à même d'analyser les problèmes des enseignants. • Grâce aux études fructueuses menées dans six pays d'Afrique et à une étude menée en Afrique du Sud sur l'utilisation des TIC dans le cadre de la formation des enseignants (dont les résultats seront publiés prochainement), on constate une meilleure compréhension des diverses approches de la formation des enseignants et des instruments juridiques à l'appui de leur perfectionnement et de la prestation de services éducatifs. <p>[On trouvera des éléments d'information complémentaires à la rubrique Axe d'action 4 - Résultat 7.]</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il est important de trouver des partenaires pour établir un diagnostic national des problèmes auxquels se heurtent les enseignants, sur la base de la méthodologie conçue pour la TTISSA. • L'absence de financement pour la recherche constitue un vrai problème. 	<p>Des consultants nationaux ont été engagés pour réaliser des études. La plupart des traductions est effectuée par du personnel de l'IIRCA par souci de réduction des coûts.</p>	<p>Les résultats seront largement diffusés auprès des partenaires et disponibles sur papier sous forme électronique.</p>
<p>Accès des États membres de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes à une information, des connaissances et des données statistiques de qualité sur les orientations et les meilleures pratiques de l'enseignement supérieur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • IESALC : Les parties prenantes ont déterminé quelles réformes il convenait d'entreprendre dans l'enseignement supérieur en Amérique latine et aux Caraïbes pendant la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur (CRES 2008, Carthagène). Les débats ont grandement bénéficié du rapport de l'IESALC sur les tendances actuelles, qui présentait 10 enjeux essentiels pour le développement de l'enseignement supérieur dans la région. Dix ouvrages ont été publiés dans le cadre de la CRES 2008. • Grâce à l'élaboration d'un projet phare, des progrès ont été accomplis sur la voie de la constitution du plus important gisement de données relatives à l'enseignement supérieur en Amérique latine, dans lequel on puisera pour réaliser des études comparatives et qui permettra de renforcer notablement le système d'établissement de statistiques sur l'enseignement 	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut entretenir la dynamique enclenchée autour des priorités de l'enseignement supérieur et convaincre le gouvernement et les institutions tertiaires de mettre en œuvre un plan de travail concret pour remédier aux principales difficultés détectées. • Il faut mobiliser les pays de la région afin qu'il soit procédé à une révision et à une réforme du système d'établissement de statistiques sur l'enseignement supérieur, conformément aux principes et concepts qui président au projet, mais aussi convaincre les universités et d'autres institutions tertiaires de participer au projet 	<p>Des ressources financières ont été fournies par les principaux organisateurs de la CRES 2008 [Ministères de l'éducation de la Colombie, du Brésil et du Venezuela (République bolivarienne du)].</p> <p>Le financement du projet constitue un défi majeur. La première phase est appuyée par le Brésil et l'Espagne.</p>	<p>Les activités de communication se poursuivent de diverses manières : bulletin électronique hebdomadaire adressé à plus de 120 000 abonnés, revue trimestrielle intitulée <i>Educación superior y sociedad</i> (Enseignement supérieur et société) et publications régulières (15 à ce jour en 2008-2009). Toutes les publications sont disponibles en ligne. La viabilité du projet dépendra de la détermination des fonctionnaires ministérielles à recueillir et enregistrer des données, mais</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	supérieur au niveau national. Une enquête portant sur 37 systèmes d'enseignement supérieur nationaux a été réalisée et des projets pilotes ont été entrepris dans cinq pays.	et de réformer leurs propres systèmes d'information internes, afin qu'il soit possible de disposer d'informations fiables et actualisées sur leurs activités d'enseignement.		aussi de la maintenance de l'ensemble du système au niveau national.
Amélioration des capacités de gestion des systèmes universitaires de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes par la mise au point et l'institutionnalisation de pratiques et de mécanismes d'évaluation et d'accréditation.	<ul style="list-style-type: none"> • IESALC : Un ensemble de pôles opérationnels va exécuter un programme universitaire axé sur la mobilité des étudiants entre les formations de troisième cycle proposées en Amérique latine et aux Caraïbes, conçu dans le cadre de la préparation d'une publication concluant la mise en œuvre du projet Systèmes d'évaluation et d'agrément de la qualité des études de troisième cycle en Amérique latine et dans les Caraïbes. • À la suite de la formation dispensée par le Conseil national d'évaluation et d'agrément des universités d'Argentine, en liaison avec l'IESALC, les capacités en matière d'évaluation et d'agrément des établissements et des programmes d'enseignement supérieur au Venezuela ont été renforcées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est possible de normaliser les critères d'agrément, d'évaluation et de certification de la qualité des cours de troisième cycle dans la région. Il faut concevoir des indicateurs comparables et prendre contact avec les petits États membres des Caraïbes. • Le fait d'utiliser l'IESALC pour assurer la liaison entre les établissements vénézuéliens et argentins a permis la mise en place rapide de la coopération Sud-Sud. 	<p>Le financement est assuré grâce à des fonds extrabudgétaires et au soutien de partenaires.</p> <p>Le financement est assuré par le Ministère de l'éducation vénézuélien.</p>	

Paragraphe 01018 – Axe d'action 4 : Développement des capacités et soutien technique à l'appui des efforts nationaux visant à la réalisation des objectifs de Dakar¹

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)
Planifié: 19 029 Effectif: 14 749

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Développement des capacités des États membres en matière de formulation des politiques, de planification, de gestion, de suivi et d'évaluation des systèmes éducatifs, tant formels que non formels, ainsi que de réforme et de revitalisation de sous-secteurs déterminants comme l'enseignement secondaire, l'enseignement technique et professionnel, la formation pédagogique, l'éducation en milieu carcéral et l'enseignement supérieur.	<ul style="list-style-type: none"> • En matière de planification et de gestion, développement des capacités d'élaboration et d'exploitation des Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE), en mettant l'accent sur la collecte et l'analyse de l'information statistique, en vue notamment de suivre l'évolution de l'EPT par le canal du suivi et de l'évaluation (Pacifique, Viet Nam, Pakistan, Inde, Sri Lanka, Timor-Leste, Afghanistan, Mongolie, Haïti, Myanmar, Maldives, Jordanie, Mauritanie, Cambodge, Éthiopie, pays de la SADC, entre autres), le nombre croissant des pays communiquant dans les délais des données fiables à l'ISU étant une preuve de réussite. Dans le même temps soutien au développement des capacités en vue de l'élaboration et de la mise en place de plans sectoriels nationaux (Afghanistan, Iraq, territoires palestiniens occupés, Maroc, Iran, République islamique d', Soudan et Turkménistan) avec une formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Le SIGE en place en Mauritanie est un bon exemple d'intégration du système d'information en matière de gestion de l'éducation. • La garantie d'une bonne coordination entre les acteurs intervenant dans les statistiques ainsi que dans le suivi et l'évaluation de l'éducation est une composante essentielle de la réussite. 	<p>Organisation du programme concernant la Jordanie en partenariat avec le Centre national pour la mise en valeur des ressources humaines.</p> <p>Le SIG-ENF et l'étude d'évaluation de l'alphabétisation sont liés à une activité extrabudgétaire.</p> <p>Le projet concernant l'Inde est financé principalement par le gouvernement.</p> <p>Partenariats actifs avec des donateurs et l'Alliance Save the Children.</p>	<p>Dans les États arabes: le programme de suivi et d'évaluation a reçu le soutien de fonds complémentaires de la Banque mondiale (1 million de dollars). Aujourd'hui le programme est entièrement institutionnalisé et sera viable.</p> <p>Participation d'homologues locaux (ministères de l'Éducation) à la conceptualisation et la mise en oeuvre d'activités.</p>

¹ NB : l'information communiquée au para. Axe d'action 4 porte sur les réalisations uniquement aux plans national et régional. L'information concernant les réalisations au plan mondial est présentée au para. Axe d'action 1-3. Les activités par pays présentées ci-dessous figurent seulement à titre d'exemple et la liste n'en est pas exhaustive.

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>concernant l'utilisation des modèles politiques et stratégiques de simulation. Compte-rendu d'expériences nationales en matière de suivi et d'évaluation par le biais d'ateliers et d'études (Égypte, Jordanie).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités en vue de réformer et revitaliser des sous-secteurs essentiels par la contribution à la révision des politiques (notamment l'élaboration de principes directeurs et d'indicateurs de qualité), l'élaboration de plans, de stratégies de mise en œuvre et de préparations d'études. Par exemple dans le domaine de l' EPPE (Tunisie, Maroc, Algérie, Yémen, Uruguay, Bangladesh, Népal), de l'EFTP (Côte d'Ivoire, Gambie, Maroc, Sénégal, Viet Nam), de l'enseignement supérieur (Viet Nam, Costa Rica) et concernant les enseignants (îles du Pacifique). En Afrique, orientation vers un programme d'études de 9 ans pour l'éducation de base dans 4 pays, suite à la formation de spécialistes des programmes d'études, et appui à l'élaboration de plans sectoriels par le biais du Programme pour l'éducation de base en Afrique (BEAP). 	<ul style="list-style-type: none"> • Problème de communication des résultats et des recommandations non conformes aux positions officielles du gouvernement, conduisant à une situation confuse et une perte de temps. • Nécessité de garder un certain degré de flexibilité de manière à s'adapter à l'évolution des besoins. • Difficulté à parvenir à un accord en matière de réforme en raison de la réticence au changement de certains décideurs et partenaires.. 	<p>Organisation du soutien au Maroc en liaison avec l' UNICEF.</p> <p>Le projet concernant le Yémen est en étroite relation avec les étudiants de l'université de Sana'a préparant le diplôme Développement de l'enfant.</p> <p>Conduite du projet concernant le Bangladesh par un groupe de travail dont fait partie l'UNESCO.</p> <p>Conduite du projet concernant les normes régionales en coopération avec l' UNICEF et la CARICOM.</p>	<p>Avancées en direction de l'élaboration d'une stratégie nationale de l'éducation en Iraq, avec un plan d'action avalisé par le Premier ministre, et organisation du premier atelier technique sur le diagnostic sectoriel concernant l'éducation..</p> <p>Efficacité de travailler avec un partenaire local ayant un bon réseau de contacts avec les partis politiques.</p> <p>Intégration du BEAP dans les plans nationaux sectoriels des pays.</p>
<p>Renforcement des capacités de formation des enseignants dans toutes les régions qui en ont besoin.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des capacités nationales pour avoir une vision holistique de la question des enseignants par le biais de campagnes pour l'amélioration du statut et de la carrière d'enseignant. Par exemple organisation de campagnes médiatiques et célébration de la Journée mondiale des enseignants (Bangladesh, Pakistan, Rwanda, Nigeria, République-Unie de Tanzanie, Kenya, Afrique du Sud, Namibie, Cameroun, Madagascar, entre autres), initialisation d'activités de recherche (Brésil, Burundi, Panama, Costa Rica), élaboration de principes directeurs concernant les carrières (Brésil), formation à l'élaboration des politiques (Amérique latine/caraïbes), mise en place de structures institutionnelles (par exemple, création de la Commission du développement de la profession d'enseignant dans les territoires palestiniens occupés). • Amélioration de la qualité de l'enseignement grâce à l'élaboration ou l'examen de stratégies nationales, de plans et/ou de politiques de mise en œuvre (territoires palestiniens occupés, Iraq, Jordanie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, République du Congo, République démocratique du Congo, Éthiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Mongolie, Niger, Nigeria, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie, Zambie), de principes directeurs concernant la formation (Brésil), de normes professionnelles (Pakistan), d'instruments d'accréditation (Pakistan): au moyen de la collecte et du partage avec les éducateurs des meilleures pratiques et du développement de leurs compétences dans les domaines appropriés (Chine, îles du Pacifique, Pakistan, Afrique sub-saharienne) et par la promotion de l'assurance qualité (par 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de l'approche participative dans la formulation de la Teacher Education Strategy du Pakistan durant la phase de mise en œuvre. • Une diffusion appropriée des principes directeurs du Brésil maximisera l'impact sur l'élaboration des politiques. • Garantir l'expertise au sein du pays est une tâche difficile. • Réorientation du programme de formation aux TIC dans les instituts de formation en pré-service et en cours de service des enseignants, en conformité avec la norme nouvellement approuvée. • L'élaboration des politiques de formation et les interventions dans les instituts de formation des enseignants dans des domaines précis doivent se poursuivre. 	<p>Financement initial de l'UNESCO au Brésil, auquel s'ajoutent les fonds en provenance des écoles.</p> <p>Les expériences du Viet Nam ont été partagées avec d'autres pays de la région.</p> <p>Partenariats avec par exemple le British Council dans le projet concernant la Jordanie.</p> <p>Utilisation de la coopération Sud-Sud comme modalité de mise en œuvre : adaptation du kit de formation aux TIC élaboré par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok pour être utilisé en Jordanie.</p> <p>Transposition du projet italien FAS en Chine.</p> <p>Mise en commun des fonds provenant du compte spécial d'après crise de l'UNESCO et des contributions extrabudgétaires de la Norvège et de la CE dans les territoires palestiniens</p>	<p>Renforcement de la viabilité du programme par la formation des ressources humaines, l'élaboration de modules et leur intégration dans le processus de planification des gouvernements.</p> <p>Avantages de l'utilisation des capacités locales renforcées pour la mise en œuvre d'activités futures (territoires palestiniens occupés par exemple).</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>exemple en Afrique de l'Ouest). Dans de nombreux cas, l'accent est mis sur le développement des capacités en vue de la mise en application de l'éducation inclusive dans la salle de classe (par exemple au Viet Nam) et l'utilisation des TIC (par exemple au Kazakhstan et en Amérique latine/Caraïbes).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles à fournir un environnement scolaire propice à l'apprentissage par la création de modèles d'intervention publique, de gouvernance et de leadership (Amérique latine/Caraïbes), la mise en place de stages et de matériel de formation (par exemple Inde, îles du Pacifique) ainsi que la formation des directeurs d'école (pays du Pacifique et République démocratique populaire de Corée), notamment en matière de modèles alternatifs d'éducation dans les situations d'urgence (territoires palestiniens occupés). 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet pilote mis en oeuvre avec succès dans l'Andhra Pradesh montre que le sympathique modèle d'éducation inclusive fonctionne. 	<p>occupés.</p> <p>Mise en ligne de cours en Amérique latine et dans les Caraïbes en vue d'atteindre une grande variété de partenaires.</p>	<p>Le modèle Amérique latine/Caraïbes fera partie d'une étude réalisée par le Groupe inter-agences pour l'éducation des Nations Unies (GIE).</p> <p>Intégration dans les programmes nationaux de politiques inclusives par exemple en Inde l'UNESCO préconise l'adoption de politiques et de pratiques inclusives au sein du programme phare de l'Inde concernant l'éducation élémentaire universelle).</p>
<p>Renforcement et intensification, dans le cadre des six conférences régionales sur l'alphabétisation, de l'engagement en faveur de l'alphabétisation, de la visibilité de celle-ci et de l'appui politique et financier qui lui est apporté, en particulier dans les pays bénéficiant de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intensification de l'engagement politique en faveur de l'alphabétisation par des activités de sensibilisation, notamment des conférences régionales de l'UNESCO sur l'alphabétisation (Azerbaïdjan et Mexique) et des conférences régionales préparatoires pour CONFITEA VI (Kenya, Tunisie, République de Corée, Hongrie et Mexique), la célébration de la Semaine mondiale de l' EPT, centrée en 2009 sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie (Jordanie, Viet Nam, Inde) et l'attribution de prix à la société civile pour le travail fourni (par exemple le prix décerné par le Liban). La mise au point du SIG-ENF (Afghanistan, Bangladesh, Niger, Maroc, Sénégal, République-Unie de Tanzanie), les analyses de la situation et l'étude du coût de l'analphabétisme (Chine, Amérique latine/Caraïbes, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Mongolie, Haïti), ainsi que les programmes de formation en aval en matière d'alphabétisation(Amérique latine et Caraïbes, Mali, Niger, Jordanie, Pakistan, Soudan) et les réseaux (Pakistan) permettent une sensibilisation plus ciblée, un développement des bonnes pratiques et une visibilité accrue. Focalisation sur les programmes d'alphabétisation dans la langue maternelle (Népal). • Faisant suite aux actions de sensibilisation énergiques, l'intensification de l'engagement financier en faveur de l'alphabétisation accompagnant les avancées dans la formulation des politiques et l'augmentation du nombre des pays intégrant l'alphabétisation dans des plans sectoriels (Afrique) se traduit par une augmentation du budget de certains pays bénéficiant de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE) (Bénin, Burkina Faso, Mali, Nigeria et Sénégal) et des fonds supplémentaires accordés par les institutions bilatérales et multilatérales (Afghanistan, Iraq, Mauritanie, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Soudan). Renforcement des 	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut poursuivre les activités de sensibilisation en collaboration avec les partenaires nationaux. • Il est important de cibler les moins de 15 ans dans les programmes de l'ENF. • La seconde phase du projet concernant l'Amérique latine et les Caraïbes devrait renforcer les compétences nouvellement acquises de ceux qui ont suivi des cours d'alphabétisation par le biais de l'EFTP. • Le projet concernant le Pakistan utilise le téléphone mobile pour dispenser la formation. • Les capacités techniques des instituts de formation des experts en alphabétisation doivent être renforcées. 	<p>Partenariats et participations aux coûts:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partage des coûts avec les gouvernements. Les statistiques et données factuelles disponibles servent à faire des analyses de la situation. - Mise en œuvre du projet concernant le Pakistan en collaboration avec les ONG et l'opérateur de téléphonie mobile locaux. <p>Utilisation de la coopération Sud-Sud comme modalité de progrès pour l'alphabétisation, par exemple un voyage d'études de représentants du ministère de l'Éducation iraquien au Maroc et les échanges entre le Brésil et les pays lusophones d'Afrique et d'Asie.</p>	<p>Adoption par le gouvernement local de la formation de facilitateurs. La même chose peut se faire dans d'autres régions de Chine.</p> <p>La révision des politiques d'alphabétisation en Guinée, RDC et au Burkina est plus adaptée à la situation contextuelle de chacun de ces pays.</p> <p>La viabilité de telles interventions est subordonnée à l'apport permanent de ressources extrabudgétaires.</p> <p>Consolidation du cadre national de la coordination de l'alphabétisation (par exemple le groupe spécial pour l'alphabétisation en Papouasie-Nouvelle-Guinée).</p> <p>Intégration du développement de l'alphabétisation dans le Programme de pays des Nations Unies concernant la Papouasie-Nouvelle-Guinée ; élaboration et approbation du plan de travail conjoint pour le Département de l'éducation de Papouasie-</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>partenariats et réseaux multi-partenaires par le biais par exemple de réunions d'échange d'informations et de conférences réunissant des Ministres de l'éducation, des représentants de la société civile ainsi que des institutions bilatérales et multilatérales (comme pour la réunion à Maputo en janvier 2008 de 18 pays africains, du Brésil, de Haïti et du Soudan, et la conférence préparatoire régionale organisée en vue de la CONFINTEA VI en novembre 2008 à Nairobi).</p>			<p>Nouvelle-Guinée et l'UNESCO/UNCT.</p>
<p>À la demande des États membres, examen, révision et élaboration de politiques, pratiques et plans nationaux en vue d'améliorer la qualité et la viabilité de l'éducation formelle et non formelle à tous les niveaux pour assurer l'apprentissage tout au long de la vie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Examen par les États membres de leurs politiques et plans sous-sectoriels avec le soutien de l'UNESCO. Par exemple dans l'EPPE (Algérie, Bangladesh, Cambodge, Maroc, Népal, République arabe syrienne, Tunisie, Uruguay, Yémen, 4 pays d'Afrique) avec élaboration de principes directeurs et d'indicateurs de qualité en Amérique latine/Caraïbes), l'éducation de base (Égypte, 4 pays d'Afrique), l'enseignement secondaire (Égypte), l'enseignement supérieur (Afghanistan, Mongolie), l'EFTP (pour l'Afrique. Gambie et Sénégal, Viet Nam), l'ENF (Cambodge, Mongolie), l'éducation inclusive (plus de 10 pays dans la région Asie-Pacifique comme le Cambodge, la Chine et le Sri Lanka; Jordanie), le droit à l'éducation (République de Moldavie, Afghanistan), la question de la différenciation des sexes (Jordanie, pays du CCG, Cambodge), les TIC dans l'éducation (États arabes, Rwanda), l'éducation préventive au VIH/SIDA (Angola, Bahamas, Cambodge, Guyana, Iran, République islamique d', Jamaïque, Lesotho, Namibie, Swaziland, Saint-Kitts-et-Nevis, Turkménistan), l'éducation dans les situations d'urgence (Pakistan), l'éducation aux droits de l'homme (Cambodge) • Examen des politiques et plans nationaux concernant la formation des enseignants avec le soutien de l'UNESCO (Angola, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Congo, RDC, Éthiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Niger, Nigeria, territoires palestiniens occupés, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Zambie), formation initiale des enseignants (Mongolie), intégration des cadres de certification et politiques novatrices en matière de formation (Afrique) • Les États membres ont accès à de bonnes pratiques de qualité en matière d'ENF qui sont collectées et diffusées par l'UNESCO : collecte de bonnes pratiques dans le cadre de la préparation de la CONFINTEA (Uruguay), agrandissement de centres d'apprentissage communautaires pour le développement des bonnes pratiques au Kirghizistan, partage plus aisé des données d'expériences entre les réseaux d'alphabétisation en Afrique, inauguration de centres d'alphabétisation et de sports au Niger et au Mali . 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'un lien avec les organismes sous-régionaux pour obtenir par exemple l'aval des pays à un niveau élevé. • Importance du rôle des réseaux régionaux dans le partage des connaissances. • Besoin de développer un pool d'experts qualifiés afin de répondre plus facilement aux requêtes en temps voulu. 	<p>Partenariat avec l'UNICEF et la CARICOM sur les principes directeurs de l' EPPE en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p> <p>Actions en faveur de l'éducation préventive au VIH/SIDA financées essentiellement par des fonds extrabudgétaires.</p>	<p>Des politiques, stratégies et plans d'action régionaux et sous-régionaux sont actuellement finalisés.</p> <p>L'UNESCO continue de prôner l'intégration de l'alphabétisation dans les plans nationaux. Kirghizistan: lorsque le projet de loi national sur l'éducation des adultes sera approuvé (fin 2009), le budget public pour l'ENF sera décentralisé vers les communautés locales.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Coopération régulière et systématique avec l'Université des Nations Unies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et révision d'un ensemble d'éventuelles activités conjointes (181EX/7). Le partenariat UNESCO/UNU à l'appui du Dialogue universitaire Asie-Afrique pour le développement de l'éducation de base en Afrique deviendra un réseau UNITWIN qui contribuera à la réalisation des objectifs de l'EPT (Voir document 182 EX/11 pour de plus amples informations). 		<p>Nécessité d'un financement extrabudgétaire pour la mise en œuvre intégrale d'un plan d'action conjointe.</p>	
<p>Intégration dans les exercices de programmation commune par pays des Nations Unies d'un dialogue sur les politiques et du renforcement des capacités pour formuler des stratégies et des plans nationaux et régionaux de recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Concertation et participation des États membres sur la question de l'enseignement supérieur à l'occasion d'événements ciblant un large éventail de partenaires comme par exemples les événements préparatoires régionaux et sous-régionaux pour la CMES (Colombie, juin 2008; Macao, Chine, septembre 2008; Sénégal, 2008; Inde; février 2009; Roumanie, mai 2009; Égypte, mai-juin 2009) conduisant à l'identification des problèmes cruciaux particuliers à une région, des solutions pour la réforme et l'établissement de cartes routières. Renforcement des liens entre les acteurs clés de l'enseignement supérieur (en Afrique par exemple, gouvernements, UA, communautés économiques régionales, partenaires du développement, organisations multilatérales et réseaux universitaires). 3^e Conférence internationale sur l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur en Afrique (Sénégal, septembre 2008) et Dialogue universitaire Afrique-Asie pour le développement de l'éducation de base en Afrique (18 universités et Ministères de l'éducation). Instruction des débats menés à l'occasion de ces événements par des travaux de recherche, notamment des rapports nationaux, des études révisées par des pairs et autres recherches sur des questions clés de l'enseignement supérieur (par exemple son financement en Asie, ses structures et son accès en Afrique, ses tendances, l'assurance qualité et l'enseignement scientifique en Amérique latine et dans les Caraïbes). Actions menées pour garantir la transposition des travaux de recherche dans les pratiques d'enseignement et la formulation des politiques, avec par exemple le programme Unicluye en Amérique latine/Caraïbe facilitant l'apprentissage par les pairs entre enseignants et chercheurs sur des thèmes choisis comme l'environnement et le VIH/SIDA. Soutien à la révision des politiques (Iraq, Jordanie et Viet Nam) et élaboration de plans et stratégies pour l'enseignement supérieur et la recherche (par exemple le Plan stratégique pour le développement de l'enseignement supérieur en Afghanistan), restructuration de l'enseignement supérieur en Mongolie sur la base d'un examen conjoint du secteur par les Nations Unies; processus d'harmonisation de l'enseignement supérieur en 	<ul style="list-style-type: none"> Il faut pallier à l'insuffisance des données sur l'enseignement supérieur en Afrique. Un plus grand nombre de partenariats doit être mis en place pour l'enseignement supérieur en Afrique, en faisant appel notamment à la coopération Sud-Sud. Besoin d'une planification conjointe avec l'UA et l'AUA pour la mise en place du Réseau africain d'assurance qualité (AfriQAN) et l'élaboration d'un plan stratégique. Nécessité d'élaborer des indicateurs et d'en développer l'accès pour les PEID des Caraïbes. Facilitation du partage des connaissances et de l'échange des données d'expérience grâce à la coopération Sud-Sud (par exemple le projet concernant le Venezuela intéresse l'Argentine). 	<p>Là où cela a été possible, des événements et des programmes ont été organisés avec d'autres organismes afin d'en améliorer le rapport coût-efficacité (par exemple le projet de Dialogue Asie-Afrique soutenu par la JICA).</p> <p>Partenariat avec l'UNU</p>	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>Afrique; stratégie par la science et la technologie au Costa Rica. Dans de nombreux cas, on s'oriente vers une focalisation sur l'assurance qualité et les qualifications et vers des systèmes de reconnaissance pour l'enseignement supérieur transnational.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ciblage du développement des capacités (par exemple pourcentage de réussite élevé dans les États arabes; assurance qualité et accréditation en Jordanie; accréditation des programmes postuniversitaires en Amérique latine et dans les Caraïbes; évaluation des instituts d'enseignement supérieur au Venezuela (République bolivarienne du); réforme du L.M.D. (licence, master, doctorat) en Afrique. 			
<p>À la demande des États membres, examen, révision et élaboration de politiques, pratiques et plans nationaux d'alphabétisation, de développement des compétences de la vie courante, de formation des maîtres et d'éducation sur le VIH et le SIDA en appliquant au niveau des pays le cadre des trois grandes initiatives de l'EPT: l'Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir (LIFE), l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) et l'Initiative mondiale sur le VIH/SIDA et l'éducation (EDUSIDA).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A l'aide d'outils de formation et de principes directeurs de stratégie pour la planification, le suivi et l'évaluation des programmes d'alphabétisation, notamment des mallettes de matériel éducatif et des données exhaustives en matières d'alphabétisation, et avec le soutien de l'UNESCO, 20 pays bénéficiant de l'Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir (LIFE) ont procédé à une analyse approfondie de la situation et des plans d'action nationaux ainsi que des politiques ont été élaborées/actualisées pour 12 d'entre eux. Ces plans et ces politiques ont été présentés à des réunions régionales (Bangladesh, Maroc et Mozambique) par des directeurs de Département de l'alphabétisation, des points focaux de LIFE et autres parties prenantes de l'alphabétisation. Les représentants des gouvernements du Burkina Faso, de Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal se sont également lors d'une réunion de concertation sur les politiques mis d'accord pour intégrer des perspectives d'apprentissage tout au long de la vie dans leur politique d'alphabétisation, d'ENF et d'éducation des adultes. • Grâce à la TTISSA, les politiques de formation des enseignants se sont améliorées dans certains pays à la suite d'un examen des politiques réalisé avec un soutien technique accordant l'attention qu'il se doit à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme (Angola, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, République du Congo, République démocratique du Congo, Éthiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Niger, Nigéria, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie, Zambie). • Meilleures intégration de la question du VIH/SIDA dans les politiques et les plans (Angola, Cambodge, Kenya, République kirgise; Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie & Swaziland) et remise d'une étude par pays. Ample réactions sectorielles à la faveur de travaux de recherche (par exemple sur l'interprétation des données en Asie), de la diffusion de mallettes de matériel éducatif EDUSIDA et de publications de sensibilisation, notamment grâce au Bureau de centralisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus grande efficacité des politiques d'éducation holistique par rapport aux politiques individuelles. <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une réponse efficace de l'UNESCO et une expertise sont un défi clé qui doit être relevé par la création d'un groupe externe d'experts qualifiés. - Difficulté à parler du VIH/SIDA et de la drogue avec les étudiants et les jeunes; manque de chiffres et de statistiques fiables. - Mise en lumière d'une perspective d'égalité des sexes et utilisation des fonds pour l'éducation préventive au VIH/SIDA. - L'évaluation précise de l'impact des activités de renforcement des capacités 	<p>Étroite collaboration avec les partenaires pour couvrir tous les domaines de compétence de manière efficace et économique.</p> <p>Les partenariats et les alliances mis en place aux niveaux mondial, régional et national facilitent l'intégration de la preuve globale dans les programmes d'études régions et nationaux et les programmes de formation des enseignants.</p>	<p>Le plan d'action quinquennal devrait améliorer la coordination et l'alignement des partenaires du développement sur le Plan stratégique national pour l'éducation dans lequel alphabétisation et ENF sont des éléments clés.</p> <p>Poursuite des actions pour le maintien du dialogue avec le gouvernement et toutes les institutions apparentées.</p> <p>Les commissions nationales participent à de nombreux</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>des informations sur l'éducation préventive au VIH/SIDA et au renforcement des capacités en matière d'utilisation de principes directeurs dans 53 pays, les participants se montrant satisfaits de la formation dispensée (80 % des participants de l'atelier EDUSIDA dans les États arabes par exemple l'ont qualifiée de « bonne » ou « excellente ». Formation des enseignants également (Cambodge, Chine, Kazakhstan, Népal et Zambie). Accroissement de l'intérêt pour l'élaboration de cadres régionaux (Asie-Pacifique et Europe orientale) grâce à l'Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation et les cadres de suivi (Mexique).</p>	<p>demeure un problème.</p> <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de la coopération Sud-Sud comme modalité d'accès universel là où cela est possible (Brésil et pays d'Afrique lusophones). 	<p>La formation des enseignants se fait par des cours en ligne là où cela est possible.</p>	<p>ateliers de renforcement des capacités.</p> <p>Les actions menées actuellement en faveur du développement des capacités avec les personnels ministériels est un élément central du soutien technique de l'UNESCO.</p> <p>L'exemple de l'Amérique latine et Caraïbes montre que la promotion active du matériel technique destiné au secteur éducatif, en particulier les actions normatives et de suivi, est bien accueillie dans de nombreux pays.</p>
<p>Amélioration de la qualité des matériels d'enseignement et d'apprentissage pour la formation des maîtres, l'éducation à la paix, à la citoyenneté et aux valeurs démocratiques, l'éducation au service du développement durable, l'enseignement scientifique et technologique, l'éducation artistique, la philosophie ainsi que l'intégration de l'égalité entre les sexes, la prévention du VIH et l'utilisation des TIC.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Production, actualisation ou révision de matériels d'enseignement et d'apprentissage utilisés par les écoles pour l'éducation au développement durable ("Teachers' Guide for ESD in the Caribbean" - "Guide des enseignants pour l'EDD dans les Caraïbes"); manuels à l'intention des étudiants et matériels de formation pour les enseignants en matière d'éducation à l'eau en Chine, manuel de la protection de l'ozone destiné aux écoles RéSEAU, <i>Kit pédagogique pour les pays situés en zones arides - Une approche créative de l'éducation à l'environnement</i>; formation pédagogique (Cambodge, États arabes, Guinée, Niger, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie Pacifique, Iran, République islamique d'Irak, Turkménistan, Inde) notamment pour l'EPPE (États arabes, Tadjikistan), l'EFTP (Saint-Kitts-et-Nevis), l'égalité des sexes (Afrique, Tadjikistan et Maroc) orientation et consultation (États arabes, Pérou); éducation à la paix, instruction civique et éducation aux droits de l'homme (Cambodge, Mexique, Népal); patrimoine mondial (2^e édition du kit Le patrimoine mondial aux mains des jeunes en arabe); TIC (Turkménistan, États arabes); VIH/SIDA (Tadjikistan), mise à jour de manuels en vue de l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes d'études (pays lusophones). Formation concernant leur utilisation (par exemple l'utilisation du kit pédagogique pour l'analyse des stéréotypes sexistes dans les manuels de mathématiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Partage entre les pays des matériels existants de manière à pouvoir les adapter à leurs situations respectives. 	<p>VIH/SIDA : mobilisation des fonds extrabudgétaires par ONUSIDA principalement et/ou l'équipe de pays des Nations Unies pour le VIH et le SIDA.</p>	
<p>Renforcement à l'échelle mondiale du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (RéSEAU), réseau efficacement coordonné et</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identification et diffusion des bonnes pratiques (publication du premier volume de bonnes pratiques du RéSEAU en faveur de l'EPT et du second volume de bonnes pratiques du RéSEAU en 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre des engagements dans la DEDD. 	<p>Partenariats avec le secteur privé et renforcement du financement extrabudgétaire.</p>	<p>Des exemples ont alimenté les discussions à la 48^e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE) et de la DEDD..</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>ressource indispensable pour garantir une éducation de qualité.</p>	<p>faveur de l'EDD).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Essai pilote de matériels pédagogiques (Kit pédagogique pour les pays situés en zones sèches; « Ozonkit »; épisode du 6^e concours de story-board du récif de la Grande barrière inscrite au patrimoine mondial, version arabe du kit Le patrimoine mondial aux mains des jeunes), programme Sandwatch dans 4 pays d'Afrique. • Partage des connaissances et développement des capacités du réSEAU par le renforcement des mécanismes de travail en réseau (réunions régionales avec les commissions nationales au Burkina Faso et en Uruguay, conférences internationales et ateliers en Thaïlande et en Jordanie, réunions nationales et régionales pour les enseignants et les coordinateurs de RéSEAU portant sur des questions particulières comme la lutte contre la désertification, par le biais de l'atelier de mai 2009 en Jordanie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité en enseignants et intégration de ces derniers dans des programmes de formation. • Échanges Nord-Sud-Sud entre écoles arabes et européennes. 	<p>Élaboration de matériels et essais pilote de ces matériels avec des partenaires, notamment des fonds extrabudgétaires en provenance du One Programme des Nations Unies au Cap Vert pour Sandwatch</p> <p>Obtention de fonds extrabudgétaires en provenance du secteur privé pour l'organisation de l'atelier régional sur le rôle de l'éducation au patrimoine mondial à Bahrein (novembre 2009).l</p>	<p>Intégration totale du programme Sandwatch dans le One Programme des Nations Unies au Cap Vert. Processus à l'échelle du pays, programme adapté localement, participation de la population.</p>
<p>Renforcement des capacités des États membres dans les domaines de la planification et de la gestion de l'éducation ainsi que de la mobilisation de fonds à l'appui des priorités nationales grâce à une harmonisation entre partenaires de l'EPT.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la qualité des données de l'éducation et production de celles-ci en temps utile à la suite du développement des capacités dans les domaines de la planification et de la gestion de l'éducation ainsi que de la mobilisation de fonds par la formation (Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Togo et Sénégal;) en matière d'outils et de concepts (Mongolie), de statistiques et d'indicateurs de l'éducation (pays du CCG), de modèles de simulation (Maroc et Soudan); de planification et de gestion sectorielles (Iraq); de procédé de collecte des données, d'analyse et de suivi, de gestion des rapports d'écoles et d'identification des besoins en informations (Dominique, Barbade, Belize, Saint-Kitts-et-Nevis et Népal), de planification décentralisée, de réforme de la gestion du secteur public (Chine, Cambodge, République démocratique populaire lao, Myanmar, Thaïlande et Viet Nam), d'évaluation de la réforme (Jordanie et Asie centrale), d'expériences concernant le SIGE (Mauritanie) ; de délivrance de matériels de formation aux parties prenantes (avec par exemple le développement d'un portail contenant des matériels concernant la planification de l'éducation et le financement de cours de formation dans la région Asie-Pacifique.). • Développement des capacités par le biais également d'un soutien technique ciblé (appui au développement et/ou la mise en œuvre de stratégies ou de plan nationaux (Iraq, territoires palestiniens occupés, Maroc); à l'établissement et l'utilisation de statistiques et d'indicateurs de l'éducation (République démocratique du Congo, Sri Lanka, Inde, Pacifique, Népal et Timor-Leste); au financement (Asie-Pacifique); au suivi et à l'évaluation (îles du Pacifiques et Égypte); à la préparation de plans sectoriels holistiques (dans beaucoup de pays africains); à 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien technique et appui au renforcement des capacités pour les États membres dans le domaine de l'analyse des politiques de l'éducation et renforcement de la planification par le biais d'ateliers sur le développement professionnel pour tout le personnel de terrain du secteur de l'éducation de l'UNESCO. • Le processus d'évaluation à mi-Décennie de l'EPT à fourni de très bonnes perspectives de développement des capacités, surtout dans le domaine du suivi et de l'évaluation (Asie-Pacifique) • Défi: utiliser des données aux premiers stades de la mise en oeuvre, notamment pour les responsables locaux de la gestion de l'éducation. • Le SIGE doit prendre en compte des systèmes d'éducation alternatifs. Les donateurs sont de plus en plus motivés pour aborder la question des 	<p>On est parvenu à un bon rapport coût-efficacité grâce à des partenariats et des financements complémentaires tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La collaboration avec l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar), la JICA et l'UNICEF; la formation du Pôle de Dakar en collaboration avec l'Université UCAD de Dakar); la collaboration avec la NatCom et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. - La République centrafricaine a reçu 37 millions de l'IMOA et le Burkina Faso 102 millions. La procédure est en cours pour la Guinée-Bissau et d'autres pays. - Des études du SIGE en Afrique en collaboration avec l'IISU 	<p>L'intensification des capacités nationales du Cambodge dans le domaine du suivi et de l'évaluation apparaît dans l'évaluation à mi-parcours du plan stratégique de l'éducation et du Programme de soutien au secteur de l'éducation -la première fois, l'évaluation avait été faite par le Ministre de l'éducation et de la jeunesse.</p> <p>Dans les îles du Pacifique : révision du SIGE par le biais du plan de mise en œuvre du programme commun pour les pays prioritaires du PNUAD (Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu et Tuvalu) Appropriation au niveau local des instruments du programme.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>l'élaboration de propositions concernant l'IMOA (République centrafricaine, Burkina Faso et Guinée-Bissau); aux projections des ressources (Libéria, Maroc, Nigeria, Pakistan, Soudan et Yémen); à la reconstruction ou la préparation de systèmes éducatifs dans la mise en place de PCPD (Chine, Cuba, Haïti, Iraq, Liban, Myanmar, Népal, territoires palestiniens occupés, Pakistan, Soudan, République arabe syrienne et Zimbabwe). Les États membres montrent un intérêt particulièrement grand pour la construction de SIGE et c'est ainsi que les capacités des départements intéressés ont été renforcées au Timor-Leste et en Afghanistan, que des études sur le SIGE ont été réalisées dans plus de 12 pays africains, que l'ENF-SIGE ont été renforcés dans 3 pays africains, qu'un manuel de formation au SIGE a été produit pour le Népal, et que le SIGE a été révisé dans les îles du Pacifique.</p>	<p>madrassat/daara.</p>		
<p>Accroissement des capacités de formulation de politiques et d'exécution de programmes d'alphabétisation dans les États membres, en particulier dans les pays participant à l'Initiative LIFE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des politiques d'alphabétisation et des stratégies de mobilisation des ressources dans les plans nationaux de développement de l'éducation dans 12 pays participant à l'initiative LIFE, suite à des actions de sensibilisation (comme des concours de nouvelles et des spots télévisés en Iraq). 20 pays ont procédé à des analyses pour identifier les domaines stratégiques en vue de faire progresser l'alphabétisation. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le développement de l'alphabétisation a été intégré au Programme de pays des Nations Unies et en Afghanistan l'initiative LIFE a été adoptée comme cadre national de l'alphabétisation pour tous les partenaires du développement. De nombreux pays ont également élaboré et mis en œuvre des projets SIGE-ENF afin d'améliorer la visibilité et la fiabilité de l'information concernant l'alphabétisation. • Renforcement des capacités des États membres dans le domaine de la création, de la mise en œuvre et de la gestion des politiques et programmes d'alphabétisation au moyen de la formation (pour les experts gouvernementaux et non-gouvernementaux de 6 pays une formation à l'élaboration d'instruments de mesure pour analyser les acquis et en assurer le suivi ; de 40 représentants du gouvernement et de la société civile en Afrique; du Centre national soudanais pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes ; une formation à l'élaboration, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes en Afrique ; du Ministère de l'éducation égyptien ; sur la réalisation d'études au titre du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation [LAMP] en Jordanie ; soutien technique (Mexique); analyse de la situation de l'alphabétisation, consolidation du cadre national de coordination en Papouasie-Nouvelle-Guinée; cartographie et évaluation des besoins en Afghanistan; études de méthodes 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisée comme modalité de mise en oeuvre (voyage d'étude au Maroc de représentants du Ministère de l'éducation iraquien), la coopération Sud-Sud conduit à l'identification des composant du projet de l'initiative LIFE ; coopération du Brésil avec la Guinée-Bissau). • Le manque de données sur l'analphabétisme en Iraq est un grand problème. 	<p>Financement d'un certain nombre d'initiatives par des sources extrabudgétaires (financement du programme LAMP en Jordanie par le Canada ; projet pour le Népal subventionné par le JFIT).</p>	<p>Afghanistan: renforcement du partenariat et de la coordination entre les partenaires du développement et le Ministère de l'éducation grâce au groupe de coordination de LIFE et revitalisation du Programme commun sur l'alphabétisation des Nations Unies.</p> <p>Intensification de l'engagement des donateurs et des gouvernements au service de l'alphabétisation et de l'ENF.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>instructionnelles et élaboration de nouveaux programmes d'études en Jordanie; finalisation d'un questionnaire d'étude en Iraq), échange et partage de l'information sur les bonnes politiques et pratiques (par le biais par exemple de conférences régionales sur l'alphabétisation, la réunion des réseaux d'alphabétisation en Afrique ainsi que des publications (comme une publication brésilienne sur les enseignements tirés de l'alphabétisation ; examens par des pairs (concernant par exemple l'élaboration des programmes d'études au Sénégal pour les pays d'Afrique de l'Ouest partenaires de l'initiative LIFE). Création également de centre d'alphabétisation « en aval » et de centres d'apprentissage communautaires (CLC) en Jordanie (5 pour les hommes et 14 pour les femmes) et au Bangladesh (4 pour les femmes) afin d'aider à la collecte des bonnes pratiques ; essais pilotes de matériels d'alphabétisation en népali au Népal dans les centres d'apprentissage communautaires (CLC).</p>			
<p>Renforcement des capacités des ministères de l'éducation et des établissements de formation des enseignants dans un certain nombre de pays de l'Afrique subsaharienne.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement ou amélioration des politiques et stratégies de la formation des enseignants dans certains pays partenaires de la TTISSA grâce au soutien technique (Angola, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, RDC, Éthiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Niger, Nigéria, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie et Zambie) et d'autres pays (par exemple les territoires palestiniens occupés, l' Iraq). S'accompagnant d'études comparatives (documents d'orientation sur la formation des enseignants et l'EDD, sur les enseignants de l'ENF, travaux de recherche sur l'assurance qualité de la formation des enseignants, la fourniture des instruments juridiques et les prestations de services en Afrique sub-saharienne, les TIC dans la formation des enseignants, l'ENF) et de fora organisés pour faciliter le partage des informations et des expériences concernant l'élaboration des politiques (Forum sur les politiques de formation des enseignants pour l'Afrique subsaharienne), avec pour thème central l'assurance qualité (ateliers organisés lors de la 3^e Conférence internationale sur l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur en Afrique). • Élaboration et livraison aux instituts de formation des enseignants de matériels de formation dans des domaines comme les TIC (Jordanie; Rajasthan, Inde; Kazakhstan et Turkménistan), l'inclusion (Cambodge, Inde), le VIH/SIDA (nombreux pays), la santé scolaire et la nutrition (Guyana), l' EDD (Cambodge); l'EPPE –formation spéciale des enseignants - (Antigua-et-Barbuda, Tadjikistan), la gestion de l'école (pays africains anglophones et îles du Pacifique), le rétablissement socio-émotionnel lors de la mise en place de PCPD (Pérou), 	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration récente d'un manuel méthodologique (à l'échelle mondiale) dans lequel se trouvent tous les points importants (formation, rémunération, conditions du marché du travail, etc.) améliorera l'analyse de la question de l'enseignement dans les pays partenaires de la TTISSA.a • Le projet pilote mis en oeuvre avec succès dans l'Andhra Pradesh montre que le sympathique modèle d'école inclusive fonctionne. • Partager les matériels existants entre les pays pour leur permettre de les adapter à leurs situations respectives. • En Inde: Solution Exchange (pour les TIC 	<p>On est parvenu à un bon rapport coût-efficacité grâce à des partenariats et des financements complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Stratégie nationale d'éducation des enseignants pour les territoires palestiniens occupés et le plan de mise en oeuvre intégrale a été approuvée par la CE qui le finance à hauteur de 3,72 millions d'euros. - Un Forum sur les politiques de formation des enseignants pour l'Afrique subsaharienne a été organisé en collaboration avec la Banque africaine de développement et le Groupe de travail sur la profession enseignante de l'ADEA - Formation au module d'écriture pour l'enseignement à distance inscrite dans le projet CapEPT qui soutient le renforcement des capacités des instituts de formation des enseignants de l'école primaire et de l'éducation de base en Sierra Leone. - Mobilisation des fonds essentiellement extrabudgétaires par l'ONUSIDA et/ou l'équipe de 	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>l'égalité des sexes (Cambodge, Tadjikistan), l'éducation aux droits de l'homme (Cambodge), les programmes d'études et la pédagogie (République populaire démocratique de Corée, Mongolie, Sierra Leone).</p> <ul style="list-style-type: none"> Amélioration des capacités des directeurs d'école par la formation dans le domaine de la gestion (Pacifique, Guinée, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Tanzanie, Égypte et Yémen); l'amélioration du climat scolaire (Amérique latine et Caraïbes); les TIC (Éthiopie, Turkménistan, Corée, République populaire démocratique de. S'accompagnant d'activités ciblées de développement des capacités pour un large éventail d'acteurs de la formation des enseignants portant sur l'intégration des questions de parité entre les sexes (Cambodge), les TIC dans l'éducation (nombreux pays), la formation des enseignants (Cambodge, Cap-Vert, Nicaragua, Turkménistan) et le VIH/SIDA (nombreux pays). 	<p>dans la communauté de l'éducation) est géré en collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies, avec l'adhésion de plus de 500 membres au cours des 6 derniers mois. Le gouvernement du Rajasthan a intégré Solution Exchange dans son module de formation des enseignants.</p>	<p>pays des Nations Unies (UNCT) pour le VIH/SIDA.</p> <ul style="list-style-type: none"> La production pour le Pérou d'un manuel à l'intention des enseignants et directeurs d'école sur le rétablissement socio-émotionnel élaboré par l'UNESCO avec la collaboration de l'OMS, l'OEI, les ministères de l'éducation et les autorités sous-nationales. 	

Paragraphe 01019 - Stratégie du grand programme pour Priorité Afrique

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Obtention de résultats satisfaisants dans la mise en œuvre des plans d'action nationaux de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique (2006-2015) en vue d'améliorer l'accès, la rétention, les résultats et la progression à tous les niveaux de l'éducation, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de plans de travail conjoints avec les CER pour la mise en œuvre conjointe de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique de l'UA, résultat d'un travail en collaboration renforcé entre l'UNESCO et les 4 principales communautés économiques régionales (CER), représentant tous les pays d'Afrique. En Afrique centrale, l'accent a été mis sur le SIGE et l'Initiative mondiale sur le VIH/SIDA et l'éducation (EDUSIDA) et en Afrique de l'Ouest, sur le SIGE et l'EFTP. La CEDEAO, avec le soutien de l'UNESCO, a mis au point une stratégie de l'éducation pour mettre en œuvre la décennie de l'éducation de l'UA. 	<ul style="list-style-type: none"> Bien que des progrès significatifs aient été accomplis avec la CEEAC et la CEDEAO, il est souvent difficile de travailler avec les CER, qui agissent dans le cadre de programmes différents. La mobilisation du budget nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie constitue le défi principal. 		<p>Les partenariats avec les CER devraient assurer une plus grande durabilité des efforts nationaux.</p>
<p>Accélération des progrès dans la voie de l'EPT et renforcement des capacités, notamment en relevant les défis de l'alphabétisation (Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE)), de la formation des enseignants (Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA)) et de l'éducation face au VIH et au SIDA (Initiative mondiale sur le VIH/SIDA et l'éducation (EDUSIDA)).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique (UA), des politiques d'alphabétisation plus claires ont été élaborées et des stratégies de mobilisation des ressources mises au point et appliquées dans de nombreux pays, permettant de tendre vers la réalisation des objectifs en matière d'alphabétisation tels qu'ils sont prévus dans l'EPT et les OMD. Les 18 pays d'Afrique de l'initiative LIFE ainsi que le Brésil, Haïti et le Soudan, se sont rencontrés à Maputu (janvier 2008) et ont adopté la « Plate-forme stratégique de Maputu pour LIFE », qui en précise les rôles et les responsabilités. Les engagements en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes ont été 	<ul style="list-style-type: none"> En dépit des efforts déployés pour que l'alphabétisation continue de figurer sur l'ordre du jour de l'éducation à travers les diverses plates-formes mentionnées, et pour sensibiliser les décideurs politiques à l'importance de l'alphabétisation, notamment des adultes, le faible niveau de priorité de l'alphabétisation reste un défi de taille dans de nombreux pays. Les enseignements tirés de la récente évaluation externe de l'OSP, qui a 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>renforcés davantage à la Conférence préparatoire régionale à CONFINTEA VI qui s'est tenue à Nairobi (nov. 2008) et a adopté la « Déclaration africaine sur l'apprentissage et l'éducation des jeunes et des adultes : la force motrice du développement de l'Afrique ». Le réseau africain sur l'apprentissage expérimental (23 pays) a été créé. La mise au point d'un ensemble de ressources LIFE en anglais et en français et l'hébergement de LIFE-line, une plate-forme Internet, facilite les échanges entre les parties prenantes de l'alphabétisation dans les pays de LIFE. Les budgets nationaux de l'alphabétisation ont augmenté dans 5 pays (Bénin, Éthiopie, Mali, Mozambique et Sénégal). Pour la première fois, le Burkina Faso a intégré l'éducation non formelle dans son budget. Le développement du programme a été appuyé au Sénégal et un examen par les pairs de ce programme par les pays d'Afrique de l'Ouest de LIFE a été facilité. Le Bénin et le Burkina Faso ont tous deux reçus des fonds pour des initiatives en matière d'alphabétisation des adultes dans le cadre de l'Initiative pour la mise en oeuvre accélérée de l'EPT, malgré la traditionnelle primauté accordée par l'IMOA à la scolarisation formelle de base.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'UNESCO continue de fournir une assistance technique à 17 des 49 pays d'Afrique subsaharienne engagés dans l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA). Les domaines stratégiques d'appui suivant sont gérés au niveau des pays : 1. Politiques relatives aux enseignants : élaboration de politiques/stratégies au niveau des pays dans sept pays de la TTISSA (Angola, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Guinée, Sierra Leone, Zambie) ; 2. Recherche sur les questions touchant les enseignants dans 11 pays (Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Éthiopie, Guinée, Niger, Sierra Leone et Zambie) ; 3. Cadre national de qualifications pour les enseignants (Angola) et soutien à l'assurance qualité par le biais de forums régionaux (tous les pays) ; 4. Renforcement des capacités du personnel éducatif et des décideurs (Angola, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Éthiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Niger, Nigéria, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie, Zambie). Au niveau mondial, l'UNESCO a mis au point un outil de diagnostic pour les politiques, en lien avec la TTISSA, pour la mise en place d'un plan d'action sous-sectoriel. Cet outil a été testé au Bénin et en Ouganda et a été approuvé par diverses parties prenantes, dont la Banque africaine de développement et le BIT. • La validation de programmes d'enseignement harmonisés sur le VIH et le SIDA par 6 Ministres de l'éducation de la CEMAC en octobre 2008 a permis 2 développements majeurs : la 	<p>concerné sept domaines thématiques, dont l'alphabétisation et les enseignants, seront pris en compte dans la gestion et la coordination des deux initiatives mondiales liées à LIFE et à TTISSA.</p> <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Veiller à la traduction efficace de 	<p>Plusieurs fonds extrabudgétaires provenant de sources variées (JFIT, CapEPT et Espagne et Italie) ont permis d'étendre les interventions du programme régional TTISSA dans un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne. Ces fonds ont été principalement employés pour soutenir la planification stratégique et le dialogue sur les politiques ou pour mettre en œuvre des pratiques de formation innovantes.</p> <p>L'action conjointe et coordonnée de</p>	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>préparation de stratégies de mise en œuvre au niveau national et l'ouverture de négociations avec les pays de la CEEAC.</p>	<p>programmes harmonisés dans des plans d'action nationaux suivis, durables et dotés d'un budget. Assurer un financement suffisant pour des activités nationales de grande ampleur exigera des efforts conjoints et la mobilisation de l'Équipe de pays des Nations Unies sur le VIH et le SIDA et d'autres partenaires. L'éventuel élargissement de la CEEAC aggravera encore ce défi et une action coordonnée et harmonisée de tous les bureaux de l'UNESCO concernés est nécessaire.</p>	<p>plusieurs bureaux de l'UNESCO a apporté une réelle valeur ajoutée à cette activité. Les efforts conjoints avec le Secteur de la communication ont rendu possible une plus grande visibilité à moindre coût et un renforcement des capacités des médias dans leur traitement des questions du VIH et du SIDA dans les cadres éducatifs. Dans les pays de la CEMAC/CEEAC sélectionnés, le Secteur de la communication jouera un rôle important dans les efforts nationaux de mise en œuvre (utilisation des TIC dans la formation des enseignants par exemple).</p>	
<p>Révision des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), élaboration et mise en œuvre de programmes scientifiques dans les États membres par le biais d'activités intersectorielles et du réseau de centres UNEVOC en Afrique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement du processus de recherche de soutiens du secrétariat de la CEDEAO et de la Banque africaine de développement dans le but de mettre en place une équipe spéciale de travail sur un cadre national de qualifications professionnelles pour les pays de la région de la CEDEAO et un cadre régional de qualifications et d'action dans 4 pays de la CEDEAO. Le travail préparatoire de la réunion des ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la CEDEAO organisée l'année prochaine pour les sensibiliser à l'importance du cadre national de qualifications a commencé. • Dix pays de la CEDEAO impliqués dans l'intégration des compétences de la vie courante à travers le Programme pour l'éducation de base en Afrique (BEAP) et l'atteinte des populations marginalisées ; au minimum trois domaines économiques ciblés par pays pour l'amélioration des politiques nationales. • Conseil stratégique aux pays sur le développement de leur système d'EFTP en réponse aux demandes identifiées et à venir, et dans la cohérence d'une approche globale incluant le BEAP pour l'éducation de base. • Renforcement des capacités pour l'amélioration de la gestion et du pilotage de l'EFTP au niveau régional : production d'un document de conseil aux gouvernements sur le domaine de l'amélioration de la qualité des données statistiques de l'EFTP, à partir de synthèses des travaux déjà menés et d'ateliers à venir, en relation avec l'antenne régionale de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). • Conseil aux gouvernements sur le domaine de l'artisanat traditionnel par des travaux intersectoriels avec l'Unité Culture du 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'impliquer les acteurs sectoriels et multisectoriels de l'EFTP dans la réflexion sur les politiques nationales. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>BREDA visant la conservation et le développement du secteur de l'EFTP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Révision effective des plans et politiques relatives à l'EFTP afin d'intégrer les compétences de la vie courante. • Analyse et réflexion effectuée sur des dispositifs innovants dans l'apprentissage tout au long de la vie. 			
<p>Développement de l'utilisation des TIC dans l'éducation pour atteindre les objectifs de l'EPT et améliorer la qualité, et ouverture à tous de l'accès aux programmes d'enseignement post-élémentaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des partenaires aux recommandations et à l'expertise de l'UNESCO par le biais de la participation de l'UNESCO au Forum Afrique de l'apprentissage électronique qui s'est déroulé à Dakar (avril 2009) dans le cadre d'une coopération entre l'UNEVOC, l'IIRCA et le BREDA. Le travail préparatoire a commencé en vue de l'organisation de la 5^e Conférence de Bamako sur l'enseignement, en septembre 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> • La plus grande partie du travail dans ce domaine est effectuée avec des partenaires nouveaux et différents, notamment de la société civile et du secteur privé. • Il est nécessaire de réfléchir à des modèles de partenariat variés avec des associations et des réseaux pour développer et mettre en commun de bonnes pratiques et politiques. 		
<p>Conseils sur la politique à suivre pour créer des systèmes nationaux et régionaux de recherche, en particulier par un soutien à des centres d'excellence déterminés en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement supérieur et par l'élaboration d'un cadre de qualification pour l'assurance qualité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 200 représentants de gouvernements, d'établissements d'enseignement, de la société civile, de syndicats d'enseignants, d'associations d'étudiants et de partenaires du développement de 27 pays ont été informés et ont pu discuter des grands problèmes de l'enseignement supérieur par le biais de la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en Afrique qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) en novembre 2008, dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur. Les participants ont conclu à la nécessité de se concentrer sur les points suivants : accès, pertinence, efficacité, efficience, assurance qualité, recherche et innovation, partenariats et coopération, création d'un enseignement supérieur africain et financement. • La Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en Afrique (CRESA) et la 3^e Conférence internationale sur l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur en Afrique ont défini des mesures nouvelles à prendre pour renforcer la recherche régionale et faire progresser le débat sur les politiques en apportant un soutien au réseau scientifique en place, aux centres d'excellence et chaires UNESCO. 			

Paragraphe 01023 - Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE)

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 4 591	Effectif : 4 591

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Renforcement des capacités humaines et institutionnelles en matière de conception, d'élaboration et de réforme des programmes d'études.</p>	<p><i>Communauté de pratiques mondiale sur le développement curriculaire (COP) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Communauté de pratique (CoP) chargée de l'élaboration de curricula a été consolidée et étendue, en créant un réseau d'experts actif (1 220 membres originaires de 126 pays, et 14 points focaux) ainsi qu'une plateforme favorable au dialogue politique aux niveaux national, régional et interrégional, utilisant la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud comme des modalités d'exécution. • Des contributions centrées sur le curriculum ont été apportées au Programme pour l'éducation de base en Afrique (BEAP) qui vise à la mise en œuvre d'un cadre pédagogique de neuf ans basé sur les compétences dans les pays pilotes, à savoir l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, la Gambie et la République-Unie de Tanzanie, en coordination avec l'UNESCO-BREDA et d'autres bureaux hors Siège. • « Évaluation des compétences » (Costa Rica, juin 2008) en Amérique centrale (AECI-CECC) : redéfinition des curricula de l'enseignement secondaire au Guatemala (Années d'études 7-9) et formation de 40 concepteurs de curricula (du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Honduras, du Guatemala, du Nicaragua et du Panama) à la conception de curricula basés sur les compétences. • La proposition du BIE de piloter une Banque de ressources mondiales pour la réforme et la gestion des curricula a été finalisée dans le but de soutenir les initiatives nationales visant au renforcement des capacités. <p><i>Innovations curriculaires, éducation pour la paix et réduction de la pauvreté en Afrique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le réseau de spécialistes de haut niveau faisant partie des ministères de l'Éducation de 9 pays de l'Afrique sub-saharienne (Angola, Burkina Faso, Burundi, Congo, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Rwanda) a été renforcé ; 6 nouveaux pays (Botswana, Guinée, Kenya, Malawi, Sénégal, Afrique du Sud) ont rejoint le réseau et participent aux activités du projet ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Pertinence de l'animation permanente de la COP grâce à la production et au partage des connaissances et compétences relatives aux questions de curriculum. • Capacité de la COP à tisser des liens entre les institutions et les personnes de différentes régions, et à contribuer à l'établissement d'un dialogue politique permanent, au niveau mondial, sur les questions d'éducation et de curriculum. • Valeur de la COP en tant que contexte privilégié de la production et du partage des connaissances sur l'éducation inclusive, qui ont conduit au solide processus de suivi de la CIE (2008). • Les bureaux hors Siège sont les principaux vecteurs, aux niveaux régional et national, du soutien efficace des processus de réforme et de gestion des curricula. • L'initiative du BEAP est un bon exemple de « l'unité d'action » de l'UNESCO autour des questions essentielles. • Pertinence de l'approche d'ensemble de renforcement des capacités qui soutient les processus de réforme et de gestion des curricula et qui inclut le dialogue politique, la formation et les ressources en matière d'apprentissage. • Importance et avantages d'une approche rassemblant plusieurs pays. • Importance d'un processus véritablement participatif et de composantes du projet se renforçant mutuellement, à savoir la 		<p>Souplesse des cadres et diversité des stratégies visant à inciter le personnel des ministères, les bureaux de l'UNESCO, les points focaux de la Communauté de pratique et les autres partenaires à favoriser le dialogue politique et les mesures centrées sur les curricula.</p> <p>L'association des activités en face à face et en ligne grâce à la COP afin d'aider les régions et les pays à concevoir et à mettre en œuvre les processus de réforme des curricula.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>curriculaires ont été ajoutées pendant la période comprise entre janvier et juin 2009 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Manuel pour l'intégration de l'éducation VIH et SIDA dans les curricula officiels a été mis à jour ; le site Web multilingue a été amélioré (15 000 visites par an) ; un CD-Rom comprenant des activités interactives et des formateurs d'enseignants a été réalisé ; 120 spécialistes ont été formés en Afrique et en Russie dans le cadre de l'« Atelier d'harmonisation des politiques d'éducation en matière de lutte contre le VIH et le SIDA dans des pays de la CEMAC » (Douala, Mai 2008) et de l'« Atelier de sensibilisation et de renforcement des capacités dans le domaine de l'élaboration des programmes d'études consacrés au VIH & SIDA » (Moscou, avril 2008) ; Une assistance technique a été apportée grâce à des formations avant l'emploi et à des formations internes d'enseignants du Guyana sur la santé et la nutrition à l'école, avec une attention particulière accordée au VIH et SIDA ; Le tournage dans des écoles du Cameroun d'un documentaire pédagogique sur les bonnes pratiques de formation à l'éducation VIH et SIDA a été achevé. Projets de coopération technique/aide aux États membres (TA) : Un avant-projet de conception d'un curriculum et d'un manuel scolaire en Irak a été élaboré ; une stratégie visant à mettre à l'essai, au Libéria, des plans de cours révisés a été élaborée par le ministère de l'Éducation. (Liberia, septembre 2008) ; Grâce au Fonds pour la réalisation des OMD, en coopération avec le Bureau de l'UNESCO à Hanoi, le plan de travail détaillé de l'assistance technique a été préparé afin de définir la contribution du BIE au projet « Révision des manuels scolaires dans une perspective d'égalité entre les sexes, mis en œuvre pendant la période 2009-2010 ; <p><i>Projet GigaPan : Diversité et inclusion au sein de la communauté :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> La Carnegie Mellon University, en association avec le réseau participant, a élaboré et mis en œuvre ce projet très novateur qui intègre l'utilisation de nouvelles technologies, la conception de programmes d'études, l'élaboration de pratiques pédagogiques favorisant l'inclusion et l'adoption d'approches privilégiant la compréhension entre les pays. Le projet a encouragé les échanges 	<ul style="list-style-type: none"> Le renforcement des capacités doit être poursuivi dans un plus grand nombre de sous-régions africaines. Importance de l'exploration de nouvelles solutions de financement. Les dossiers de ressources répertoriant les bonnes pratiques sont utiles sur le terrain. La formation des enseignants et les curricula doivent être examinés en même temps. Importance de la coordination interne du BIE et de la coopération entre les différents projets et programmes. Importance des moyens proactifs de diffusion des travaux et des résultats du BIE. Importance de la qualité des études comparatives reposant sur les recherches primaire et secondaire sur les processus et produits des curricula. Importance de la coordination avec les bureaux hors Siège de l'UNESCO et les autres agences internationales pour renforcer les résultats et les impacts des programmes et des études du BIE. Nécessité de renforcer l'équipe d'assistance technique ainsi que la capacité d'exécution afin de tenir compte de l'augmentation des demandes en provenance des pays et des agences spécialisées dans les questions d'éducation. Importance et avantages d'une approche rassemblant plusieurs pays. Ce projet pilote est souple et adaptable. Il peut être intégré dans des contextes éducatifs formels et non formels. 	<p>Apports en nature de l'autre partenaire ; mobilisation de fonds.</p> <p>Un partage des coûts et des ressources entre le BIE, la CMU et</p>	<p>curricula.</p> <p>L'assistance technique, les conseils et l'évaluation des documents ont été fournis par les pays après les ateliers.</p> <p>Collaboration étroite et continue avec les bureaux hors Siège de l'UNESCO concernés.</p> <p>Droits de propriété détenus par les partenaires et les bénéficiaires.</p> <p>Publications.</p> <p>Stratégies reproductibles au niveau des pays.</p> <p>La formation et les instructions en ligne améliorent la durabilité du projet ; dans les années à venir, la création de centres régionaux et la sélection de champions locaux</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>et la constitution de réseaux durables auprès d'étudiants dont les contextes culturels étaient différents ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Des écoles des sites pilotes d'Afrique du Sud, de Trinité-et-Tobago, des USA, d'Indonésie et du Brésil ont été identifiées et ont activement participé au projet ; une trentaine d'enseignants et d'étudiants des pays susmentionnés ont assisté à un atelier de formation, organisé le 9 juin aux États-Unis, afin d'améliorer la cohérence et la durabilité du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> La diversité des compétences et des sujets sur lesquels les étudiants peuvent travailler en utilisant le projet GigaPan a été plus importante que prévue. Confirme de quelles manières les technologies peuvent être utilisées dans le cadre d'une pédagogie interactive et comment elles peuvent améliorer et renforcer la compréhension entre les peuples. Les défis consistaient à enseigner les technologies alors même que les étudiants n'y ont été que faiblement exposés. Nous avons constaté que les étudiants étaient en mesure de se familiariser rapidement avec les nouvelles technologies. 	<p>le réSEAU a permis d'optimiser l'efficacité du projet.</p> <p>La création de centres régionaux, dans les années à venir, devrait encore augmenter l'efficacité du projet, par exemple en réduisant les frais de déplacement.</p>	<p>amélioreront encore la durabilité ; extension du projet à d'autres écoles et à d'autres réseaux d'écoles. Publications résultant du projet.</p>
<p>Identification des nouvelles orientations et évolutions dans le domaine de l'éducation par la collecte et le traitement de l'information, la recherche et les études.</p>	<p><i>Observatoire des tendances :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Une compilation des informations systématisées et sélectionnées sur la législation en matière d'éducation, la gouvernance et le financement dans 184 pays a été réalisée pour le Rapport mondial de suivi sur l'EPT (GMR) 2009 (plus de 1 600). Une analyse exploratoire des rapports nationaux de 2008 et des autres rapports sur l'éducation inclusive dans les PMA a été réalisée ; un CD-ROM contenant tous les documents de la 48^e session de la CIE (notamment la série des rapports nationaux de 2008) a été réalisé ; un numéro des <i>Documents de travail du BIE sur le curriculum</i> a été publié le 9 mai (n° 8, « Savoir complexe et compétences éducatives » source). 			
<p>Actualisation et diffusion de connaissances et d'informations sur les systèmes éducatifs, les programmes d'études existants, les processus d'élaboration de ces programmes, ainsi que sur les exemples de meilleures pratiques et les innovations.</p>	<p><i>Banque de ressources :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Les publications du BIE ont été consultées/téléchargées plus de 298 000 fois à partir de UNESDOC entre janvier 2008 et mai 2009 ; 70 alertes hebdomadaires et 5 recueils ont été compilés et envoyés à plus de 1 200 spécialistes des curricula de 120 pays entre janvier 2008 et mai 2009 ; 193 dossiers par pays ont été mis à jour et enrichis, notamment pour 95 pays qui bénéficient d'un accès en ligne aux ressources curriculaires ; les profils de 161 systèmes d'éducation présentés dans la base de données intitulée Données mondiales de l'éducation sont également accessibles via les Dossiers par pays ; Développement de l'archive sur les curricula en ligne, portant à 403 le nombre total des documents inclus dans la collection ; version 	<ul style="list-style-type: none"> La fonction de centre d'échange d'informations du BIE (hautement considérée à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UNESCO) est un élément important des activités de suivi conduites en 2008 par la CIE. Étant donné que les caractéristiques du site Web du BIE sont conformes aux lignes directrices du Portail de l'UNESCO ainsi qu'à la structure du portail du Secteur de l'éducation, la section consacrée à la CIE 2008 ont fait progresser la visibilité du 	<p>L'adoption du Système de gestion de contenus Typo3, pour la maintenance et le développement du site Web du BIE, a amélioré l'efficacité par rapport au système patrimonial et offre davantage d'opportunités de développement.</p>	<p>Selon le sondage récemment réalisé afin de vérifier l'utilité des services d'alerte, les réactions ont été très positives, puisque 80 % des personnes interrogées en moyenne ont approuvé ces services. Les alertes mettent à la disposition des utilisateurs les dernières informations, les rapports en ligne et les autres ressources, en provenance du monde entier, relatifs au</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>mise à jour des Données mondiales de l'éducation disponible sur le site Web du BIE (161 profils) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Le site Web du BIE est continuellement mis à jour et amélioré, et une section spéciale sur la 48^e session de la CIE a été entièrement élaborée en trois langues (anglais, français et espagnol) ; le site Web du BIE est multilingue et convivial : augmentation du nombre des visiteurs non anglophones au cours des 17 premiers mois de l'exercice biennal actuel (français + 35 %, espagnol + 28 %, chinois + 63 %, russe + 38 %, arabe + 137 %) ; le nombre des visites est passé de 1,9 million à 2,8 millions ; et le nombre de pages visualisées est passé de 4,8 à 19,5 millions ; Une nouvelle impulsion a été donnée à la revue Perspectives : amélioration du contrôle de la qualité, des délais et de la visibilité ; augmentation des abonnements et des recettes ; trois numéros achevés. 	<p>Secteur.</p>		<p>développement curriculaire, aux systèmes éducatifs et aux tendances en matière d'éducation. Ces ressources sont disponibles en français, en anglais et en espagnol.</p>
<p>Intensification et élargissement du dialogue international sur les politiques éducatives.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le dialogue sur les politiques et les pratiques de l'éducation inclusive a été favorisé afin de faire progresser une EPT de qualité grâce aux préparatifs et à la tenue de la 48^e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE) : La 48^e session de la CIE : plus de 1 600 participants (100 ministres et vice-ministres ; 153 pays représentés, représentants d'agences du système des NU et d'ONG) impliqués dans un dialogue ouvert sur la notion élargie d'éducation inclusive. Des partenariats ont été tissés entre les principaux acteurs et de forts engagements ont été pris afin d'inscrire dans leurs ordres du jour des mesures de suivi, notamment par le Conseil de l'Europe, le HCDH, l'UNICEF et l'éducation à vocation internationale. Implication du secteur privé grâce à la participation aux expositions. Très instructif, le document « Conclusions et recommandations » a été unanimement entériné par la CIE ; En matière de mobilisation de fonds, les objectifs ont été atteints. 	<ul style="list-style-type: none"> Le fait d'avoir considéré le processus des préparatifs comme un modèle à suivre en termes d'implication des parties prenantes a largement contribué à la qualité des débats et au sentiment d'appartenance partagé par les participants. Le rôle et la participation actifs des ministres de l'Éducation et des délégations de haut niveau ont considérablement enrichi les débats. Les innovations ont été particulièrement appréciées, notamment la table ronde diffusée sur le Web qui a réuni des ministres et des jeunes gens qui représentaient les exclus. Le succès des expositions et des événements parallèles a permis d'établir d'autres partenariats. Les liens collaboratifs établis entre le Siège, les bureaux régionaux et les bureaux hors Siège constituent l'un des éléments essentiels de la mise en œuvre des « Conclusions et recommandations ». 	<p>La CIE est organisée par le BIE avec le soutien du Secteur de l'éducation de l'UNESCO.</p> <p>Une équipe de jeunes professionnels, de documentalistes et d'internes a été recrutée afin d'accomplir des tâches spécifiques liées au CIE, et s'est dotée d'une expérience de travail unique.</p>	<p>Les suites données aux recommandations de la CIE sur l'éducation inclusive font partie des programmes de l'UNESCO et du BIE (voir projet de 35 C/5).</p>
<p>Suivi de la mise en œuvre des décisions de la Conférence internationale de l'éducation de 2008.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Afin de continuer à bénéficier de la dynamique créée autour de l'éducation inclusive, des exposés et des discussions relatifs aux conclusions de la 48^e session de la CIE ont été centrés sur 17 activités de suivi de la CIE, et ont rassemblé 1 255 participants 	<ul style="list-style-type: none"> Les liens collaboratifs établis entre le Siège, les bureaux régionaux et les bureaux hors Siège de l'UNESCO ont eu des répercussions fondamentales sur 	<p>Les coûts de la majorité des activités de suivi ont été partagés entre les principales parties prenantes.</p>	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>de 66 pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le rapport final de la 48^e session de la CIE a été réalisé dans les six langues officielles de l'ONU ; un CD-Rom contenant tous les documents de la CIE, les interventions, les rapports nationaux et d'autres rapports, ainsi que le rapport final, a été réalisé et est prêt à être diffusé. Quatre vidéos préparées pour la 48^e session de la CIE ont été reproduites « notes relatives aux vidéos » ont été réalisées en anglais, en français et en espagnol, et pourront être utilisées comme outils des instruments d'apprentissage. 	<p>l'impact des activités de suivi visant à la mise en œuvre des « Conclusions et recommandations » de la CIE.</p> <ul style="list-style-type: none"> La Communauté de pratique (COP) du BIE a joué un rôle important au niveau de l'implication des parties prenantes et des partenaires dans le dialogue politique et dans les initiatives de renforcement des capacités liées à l'éducation inclusive. 		

Paragraphe 01026 - Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP)

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)
Planifié : 5 100
Effectif : 5 100

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Renforcement des capacités nationales dans le domaine de la planification et de la gestion de l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Trente et une personnes ont obtenu le diplôme du Programme de formation approfondie (PFA), (51,6 % des participants africains, 58,1 % des participants des PMA, et 48,4 % des femmes). Une étude du devenir des anciens élèves de l'IIEP est en cours et permettra de documenter les effets du PFA. Un certain nombre d'anciens élèves occupe désormais de hautes fonctions qui les placent au cœur du dialogue politique et du processus décisionnel. L'IIEP vient de conduire avec succès son nouveau programme de cours combinés de 10 mois dans six pays d'Afrique sub-saharienne. En 2008, l'IIEP a proposé 17 cours organisés à l'IIEP ou cours de formation intensifs à 734 personnes de 36 pays. Depuis le début de 2009, plus de 500 personnes ont été formées dans le cadre des cours spécialisés de l'IIEP. L'IIEP a créé des synergies avec l'UNICEF dans le domaine de la formation à la prévention des catastrophes naturelles et des conflits et aux réactions qu'ils peuvent occasionner/ Un atelier pilote a établi la pertinence de la conception et du contenu du cours. 	<ul style="list-style-type: none"> L'éducation à distance est un bon moyen pour atteindre des groupes de planificateurs et de gestionnaires qui, sans cet outil, n'auraient jamais accès à ces formations. L'IIEP est donc en train de développer cette modalité, sans oublier que la fracture numérique continue d'entraver dans un certain nombre de pays la mise en œuvre de cours entièrement dispensés par le Web. Le défi ultime consiste à s'assurer que les planificateurs et les gestionnaires formés par l'IIEP occupent effectivement des fonctions correspondant à leurs compétences. Ceci pose des questions liées à l'environnement et au fonctionnement des services publics d'où proviennent la majorité des stagiaires de l'IIEP. 	<p>L'IIEP accorde une attention particulière au fait que les activités de formation sont à forte intensité de main-d'œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> des modifications ont été apportées au PFA afin de s'assurer que les ressources sont efficacement utilisées ; des cours à distance et des cours combinés sont en cours d'élaboration ; les cours régionaux sont privilégiés par rapport aux cours nationaux car ils optimisent la portée des cours intensifs ; l'Institut recherche constamment de nouveaux partenariats afin d'optimiser l'efficacité des ressources grâce à un partage des coûts ou au recours au levier financier. 	<p>Les évaluations réalisées à la fin des cours permettent aux participants de donner leur appréciation de l'utilité et de la pertinence des formations. Si les résultats sont bons, cela signifie pour l'IIEP que les fruits de l'apprentissage seront effectivement utilisés.</p> <p>La collaboration avec les établissements de formation nationaux/régionaux (par exemple, le RIHED en Asie et le MTAC en Ouganda) renforce les capacités de ces partenaires à exercer leurs fonctions de formation. L'IIEP a associé six établissements de formation nationaux à son nouveau cours combiné. La possibilité de reprendre ce cours combiné avec les mêmes établissements sera explorée.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Détermination documentée des capacités nécessaires et des contraintes en matière de planification et de gestion de l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • S'appuyant sur le vaste ensemble d'examen, de documents et de discussions réalisés à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, l'IIPE a produit un document d'orientation de l'UNESCO sur le renforcement des capacités en matière de planification et de gestion de l'éducation. Les constatations de ce document ont été discutées dans des contextes internationaux, notamment par me Groupe de travail sur l'éducation pour tous (2008). • Les travaux de construction du portail de l'IIPE ont débuté. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les enseignements tirés comprennent la dimension essentielle du leadership et de l'appropriation que les pays doivent rechercher pour accéder à des résultats durables, la nécessité de disposer des agents de la réforme au niveau des fonctions de planification et de gestion de niveau moyen à élevé, et l'importance de la collaboration interministérielle. Le document dresse la liste des implications pour l'UNESCO. 	<p>Les ressources ont été soigneusement utilisées, notamment pour les missions. Plutôt que d'organiser des réunions distinctes, les réunions déjà planifiées sont utilisées pour discuter avec les partenaires et améliorer la sensibilisation aux activités de l'UNESCO. Ceci a permis d'approfondir les connaissances du programme de l'UNESCO, à un coût réduit.</p>	<p>Les constatations sont discutées en interne dans le but d'une rationalisation des travaux du Secteur de l'éducation.</p>
<p>Information des parties prenantes de l'éducation concernant les faits nouveaux importants intervenus dans le domaine de la planification et de la gestion de l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 36 publications ont été produites au cours de l'exercice biennal. Les indications relatives à leur utilisation commencent à peine à être données. Cependant, si l'on se réfère aux exercices biennaux précédents, il faut s'attendre à une forte utilisation. Le nombre de téléchargements effectués à partir du site Web de l'IIPE suggère que la demande est considérable. • Les travaux de l'IIPE sont régulièrement utilisés par d'autres parties prenantes. Par exemple, les travaux précédemment menés sur le financement, pour les étudiants d'Asie, des études supérieures sont actuellement utilisés par le projet de comparaison, au plan international, de l'accès à l'enseignement supérieur et des types de financement, commandé par la Banque mondiale. • Parmi les autres exemples d'utilisations des travaux de l'IIPE, il convient de mentionner la demande formulée par l'AUA de produire un document d'information sur la politique relative à l'enseignement supérieur privé qui s'appuiera sur des travaux antérieurs de l'IIPE. 	<ul style="list-style-type: none"> • La création de partenariats et de réseaux solides et sa capacité à répondre instantanément aux demandes d'informations sont la garantie de la visibilité des travaux de l'IIPE. 	<p>Afin de compléter les processus d'assurance qualité déjà instaurés (par exemple la vérification par des pairs), l'IIPE a mis en place pour ses publications un système de gestion des stocks.</p> <p>Le nombre de numéros du bulletin d'information de l'IIPE est passé de quatre à trois par an. Le fichier d'adresses est régulièrement mis à jour afin de veiller à ce que le lectorat soit correctement ciblé. Il ne serait pas approprié, à ce stade, d'abandonner la version papier en faveur de la version électronique.</p>	<p>La diffusion est l'une des principales fonctions de l'Institut, et elle doit donc être maintenue. L'IIPE continuera à tirer parti des nouvelles technologies, ainsi que des formes traditionnelles de diffusion.</p>
<p>Diffusion des résultats de la recherche stratégique et des meilleures pratiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les conclusions de la recherche de l'IIPE sur les enseignants dans le contexte du VIH et SIDA ont été bien accueillies par les partenaires du Symposium sur les enseignants, organisée en juin 2009, par l'ETII. Les conclusions clarifient les aspects liés à la gestion des enseignants, aux structures d'orientation et de soutien, à l'utilisation de codes de conduite des enseignants, et aux connaissances des enseignants dans le domaine du VIH et SIDA. • La présentation a été précédée par un forum en ligne sur <i>Les enseignants et le VIH & SIDA : Analyser les acquis, identifier les défis</i>. Le forum avait pour objet de partager les bonnes pratiques et les défis que doivent relever les enseignants confrontés au VIH et SIDA, et des suggestions ont été faites pour les domaines dans lesquels les efforts devraient s'intensifier. 400 personnes ont pris part aux discussions. • L'IIPE s'est servi de ses précédents résultats de recherche sur l'assurance externe de la qualité pour aider le <i>Réseau international</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • L'IIPE est un petit institut qui s'appuie, pour assurer sa visibilité, sur la qualité de ses travaux et sur la volonté de ses collègues de l'UNESCO et de ses autres partenaires de le défendre en tant que centre de ressources et de compétences. L'amélioration des synergies et des partenariats devrait permettre à l'IIPE d'aller plus loin et d'exercer une influence sur les processus et les résultats potentiels de la planification des systèmes éducatifs. 	<p>L'IIPE évalue régulièrement les coûts respectifs des publications sur papier et/ou électroniques. En 2008, un tiers des publications n'ont été diffusées qu'en format électronique. L'IIPE réfléchit attentivement à l'opportunité et aux coûts directs des participations et des contributions aux événements internationaux. Habituellement, les coûts directs sont supportés par les organisateurs des événements.</p>	<p>Les chercheurs et les instituts de recherche nationaux sont étroitement associés au processus de recherche. Parallèlement aux séminaires nationaux et régionaux, ces associations constituent la première étape en direction d'une appropriation nationale des constatations.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p><i>des organismes d'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur (RIOPQES) à préparer un cours à distance sur l'assurance externe de la qualité dans l'enseignement supérieur. Deux des quatre modules ont été écrits par l'IIPE. Les documents seront mis à la disposition des 200 membres du réseau. Les deux premiers modules ont été adaptés par l'Université de l'État de New York et par l'Université de Melbourne.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • En étroite coopération avec le ministère de l'Éducation et de la formation, l'IIPE conduit une évaluation de la politique du Lesotho en matière d'abolition des frais de scolarité au niveau de l'enseignement primaire. Selon les résultats de l'évaluation, le projet de guide opérationnel de l'Initiative pour l'abolition des frais de scolarité, auquel l'IIPE a contribué avec l'UNICEF, la Banque mondiale et l'IMOA, pourrait avoir un potentiel en tant qu'instrument de la mise en application de l'abolition des frais de scolarité au Lesotho. • L'IIPE représente l'UNESCO au sein du groupe de travail (WG) sur l'éducation dans les situations de fragilité du Réseau inter-institutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE). L'IIPE a produit la première étude documentaire du WG sur l'Afghanistan, qui permettra de commencer à apporter la preuve que l'éducation contribue à la prévention des conflits et de la vulnérabilité. • Certains des résultats des recherches conduites par l'IIPE ont été publiés au cours de ces six derniers mois. Les indications concernant leur utilisation commencent à peine à être données. 			
<p>Renforcement des capacités des États membres en matière de planification, de mise en œuvre, de gestion et de suivi des programmes dans le secteur de l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'IIPE est en train d'achever une analyse, conduite avec les parties prenantes nationales, des dépenses consacrées à l'éducation, au Ghana ; au Bénin, l'IIPE et l'ISU aident le Ministère de l'éducation à rassembler les données financières. Les résultats de ces travaux permettront de mettre à jour le rapport d'étape sur le Rapport d'État d'un système éducatif national (RESEN) du Bénin. • Les capacités du ministère afghan de la planification ont été renforcées : Le ministère est en train de préparer un nouveau plan stratégique qui ne comportera qu'une implication minimale des consultants internationaux. Un plan stratégique de l'éducation nationale (NESP) a été préparé pour la période 2006-2010 avec le soutien de l'UNESCO, et ce plan sert de base aux discussions avec les donateurs et pour l'administration des activités de développement. • L'IIPE espère atteindre des résultats similaires en Angola et en Iraq, où il vient juste de commencer à apporter son soutien aux exercices de planification stratégique. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'absence de planificateurs et de gestionnaires qualifiés dans les domaines clés de la planification des systèmes éducatifs compromet la durabilité des interventions de l'IIPE dans un certain nombre de pays. C'est la raison pour laquelle l'IIPE insiste sur la nécessité de transférer les compétences plutôt que de faire lui-même le travail. Cette approche nécessite souvent une implication à long terme de la part de l'Institut et un puissant soutien financier de la part des partenaires du développement. 	<p>Les échanges réguliers avec les partenaires contribuent à résoudre la plupart des problèmes, et donc à réduire les délais dans la mise en œuvre du programme et le nombre de missions requises. Ces dernières sont préparées le plus longtemps possible en avance afin d'optimiser les périodes de contact avec les homologues nationaux.</p>	<p>L'IIPE entreprend de transférer les compétences de façon à ce que la mise en œuvre soit prise en charge par les acteurs nationaux. L'évaluation des besoins et des capacités est conduite préalablement à toute intervention. Dans la mesure du possible, toutes les parties prenantes sont conviées à participer à la conception du programme, et les capacités nationales sont attelées à la mise en œuvre du projet/programme.</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre du projet pilote <i>Écoles du bicentenaire</i>, un partenariat public-privé réunissant le Ministère central de l'éducation et 29 sociétés du secteur privé, se poursuit dans quatre provinces argentines. Plus de 80 écoles sont désormais impliquées dans la mise en œuvre. Le projet, qui cherche à améliorer la qualité de l'éducation suivie par les enfants des familles démunies, enregistre des résultats positifs en termes d'abandon, de redoublement et de taux d'inscription. L'IPE prépare une monographie sur cette initiative dans le cadre de son programme de recherche sur les partenariats public-privé. 			

Paragraphe 01029 - Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 300	Effectif : 2 300

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Amélioration des capacités des États membres de reconnaître, certifier et valider les acquis des différentes formes d'apprentissage, y compris l'éducation non formelle et informelle	<ul style="list-style-type: none"> Des conseils ont été donnés à cinq pays du Golfe sur les systèmes de reconnaissance, de validation et de certification (RVA). Le Réseau africain sur la RVA a été créé et les échanges Sud-Sud ont augmenté. Le dépliant sur le plaidoyer en faveur de la RVA a été préparé. Les pratiques relatives à la RVA et aux NQF ont été diffusées en vue de la CONFINTEA VI. Le rapport de synthèse sur 37 pays a été mis à jour. Réalisation d'un guide du plaidoyer intitulé « Pourquoi la reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel est-elle importante ? ». 	<ul style="list-style-type: none"> L'intérêt en faveur de la RVA ne cesse de croître, mais principalement à travers les cadres nationaux de qualification (NQF), et une opposition se dessine à l'inclusion de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle dans les NQF. Sur la base des travaux entrepris, il est reconnu que la promotion de la RVA l'élaboration cohérente de politiques, de cadres et de pratiques, qui soient le reflet des caractéristiques économiques, sociales et culturelles nationales. 	L'accroissement de l'intérêt international a été atteint grâce à un soutien direct du programme relativement limité, à l'appui effectif des Commissions nationales pour l'UNESCO et au réseau fondamental établi par le groupe d'appui interorganisations.	Le concept de la RVA est de plus en plus promu par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la planète : <ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'initiatives régionales et sous-régionales sur la RVA ne cesse d'augmenter ; Élaboration d'un ensemble de repères communs et partagés sur la RVA.
Accroissement des capacités de formulation de politiques et d'exécution de programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans les États membres, en particulier dans les pays participant à l'Initiative LIFE, et augmentation des taux d'alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> Les décideurs et d'autres acteurs fondamentaux ont pris conscience de l'importance de l'alphabétisation en tant que fondement de l'apprentissage tout au long de la vie grâce aux efforts de plaidoyer efficacement déployés dans le monde entier pendant le processus de préparation de la CONFINTEA. Les connaissances relatives aux travaux d'alphabétisation de bonne qualité ont progressé grâce à la base de données des Pratiques efficaces d'alphabétisation (lancée en mars 2009), qui fournit d'excellents témoignages et des informations fondamentales sur les politiques et programmes d'alphabétisation efficaces conduits dans les régions du monde entier. 	<ul style="list-style-type: none"> L'intérêt témoigné par les pays participant à l'initiative LIFE (35) est inégal. L'intérêt est plus vif dans les pays africains, où l'initiative LIFE a fait naître de grands espoirs, que dans les pays de l'E-9 qui sont plus autonomes, tels que l'Inde, la Chine, l'Indonésie et le Brésil. Enfin d'enclencher et de pérenniser les processus efficaces de l'initiative LIFE dans les pays, il est nécessaire de les rattacher aux activités en cours et aux besoins identifiés, et de promouvoir 	La rentabilité de l'initiative LIFE est atteinte grâce à l'accent qui est mis sur le travail en amont. Cet effort a un effet démultiplicateur car il s'adresse en priorité aux cadres moyens et supérieurs L'utilisation des techniques en ligne (LIFEline, base de données sur les pratiques efficaces) permet de faciliter la communication entre les acteurs de l'alphabétisation (OG et ONG) et la diffusion mondiale de données issues de recherches	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<ul style="list-style-type: none"> • Les réseaux et la coopération Sud-Sud entre les pays participant à l'initiative LIFE ont été renforcés grâce à LIFE-Line. • Les capacités des principales parties prenantes des pays participant à l'initiative LIFE et des pays ne participant pas à l'initiative LIFE se sont développées grâce aux matériels de plaidoyer et de renforcement des capacités (kit de ressources LIFE). • Les ministres, les directeurs de l'Éducation et de la Culture, les ONG et les représentants d'agences bilatérales et multilatérales ont pris l'engagement politique d'augmenter les efforts en matière d'alphabétisation dans 41 pays francophones. • L'orientation stratégique de la mise en œuvre de l'initiative LIFE et le contrôle effectif, au niveau des pays, des processus permanents de l'initiative LIFE, se sont améliorés dans la région arabe. • Les politiques et stratégies nationales en matière d'alphabétisation et d'ENF ont été élaborées et mises à jour dans plusieurs pays participant à l'initiative LIFE (par exemple au Bénin, en Guinée, au Mali et au Pakistan). • Le plan de travail pour le Projet LIFE au Mozambique (Programme CapEPT) a tenu compte des lacunes stratégiques, a été validé par un forum national et a été rendu plus cohérent grâce aux ressources disponibles et à l'expertise qu'a apporté l'assistance technique. • La base de connaissances relatives aux concepts et stratégies d'alphabétisation efficaces s'est élargie grâce aux directives et orientations techniques de coordinateurs du Projet appartenant à 27 groupes de recherche s'intéressant à l'alphabétisation en Allemagne (financés par le BMBF - Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche). Plaidoyers et partenariats renforcés grâce à l'identification de nouvelles parties prenantes, dans le contexte de la planification de la journée nationale de l'alphabétisation. • L'approche de l'alphabétisation familiale a été intégrée dans la politique de l'éducation locale au terme de la réalisation du projet pilote à Hambourg. 	<p>l'élaboration d'une coordination nationale et de mécanismes de partenariats puissants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les preuves données par la recherche ainsi que les exemples de politiques et de pratiques d'alphabétisation efficaces fournis dans le contexte des projets de recherche de l'UIL ont apporté un soutien et une crédibilité essentiels aux activités de plaidoyer, de dialogue politique et d'accroissement des capacités conduites par l'UIL. L'un des principaux défis consiste à rendre disponibles les informations irréfutables dans d'autres langues que l'anglais et le français. • Alors que l'intérêt suscité par l'approche de l'alphabétisation familiale est important, les travaux correspondant dans ce domaine ont besoin d'un soutien institutionnel et d'infrastructures pour lesquels les ressources font souvent défaut. Davantage d'efforts doivent être entrepris pour participer aux réseaux régionaux sur l'alphabétisation familiale ; ainsi, il deviendra possible de documenter et de diffuser les pratiques efficaces et d'avoir davantage d'impact sur les politiques. 	<p>avec des ressources limitées.</p>	
<p>Élaboration de programmes pertinents à l'intention des populations vulnérables et des groupes ayant des besoins particuliers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les connaissances fondées sur la recherche relative aux approches efficaces d'alphabétisation des jeunes et des adultes autochtones et d'alphabétisation dans des contextes multiculturels et multilingues ont été mises à disposition grâce à une publication en ligne et à des conseils politiques centrés sur la demande. 			
<p>Préparation, organisation et suivi de CONFINTEA VI ; intensification de l'engagement en faveur de l'éducation des adultes, de la</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Haute visibilité et forte implication des États membres et des parties prenantes des OSC par l'intermédiaire des processus d'établissements de rapports nationaux (151 reports), de l'intense programme des préparatifs régionaux (5 conférences régionales qui 	<ul style="list-style-type: none"> • En raison de la propagation de la grippe A (H1N1), le Gouvernement brésilien a décidé de reporter la CONFINTEA VI au 	<p>La participation des pays les moins avancés aux conférences régionales préparatoires a été assurée grâce aux contributions</p>	<p>Les 151 rapports nationaux ont été téléversés sur le site de l'UIL afin de s'assurer que les États membres et les</p>

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>visibilité et de l'intégration de celle-ci ainsi que du soutien politique et financier qui lui est apporté</p>	<p>ont réuni 1 110 participants), et de la diffusion systématique des matériels de plaidoyer en faveur de CONFINTEA VI en deux, trois ou quatre langues (affiches, prospectus et bulletin d'information), soutenus par un site Web spécial en sept langues, la finalisation de cinq rapports de synthèse régionaux en deux langues, qui ont présenté un tableau complet des tendances, réalisations et lacunes régionales dans le domaine de l'éducation des adultes, cinq documents sur la stratégie régionale adoptée comportant des recommandations et des stratégies en matière de développement politique dans les régions et de production d'un projet de document mondial et d'un projet de rapport mondial, présentant le premier aperçu et la première analyse factuelle de l'éducation des adultes d'un point de vue global ainsi que des données de base qui pourront être utilisées dans le cadre des futures activités de contrôle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation mondiale avec le soutien d'un Groupe consultatif ; leur quatrième réunion a facilité l'examen des conférences régionales, a permis de donner des conseils fructueux concernant le programme de la CONFINTEA VI ainsi que pour le projet de document final, qui a été distribué aux États membres pour consultation. • En mai 2009, près de 1 000 participants avaient confirmé leur participation à la CONFINTEA VI ; parmi ces participants, il y avait environ 90 ministres, plusieurs d'entre eux en tant que panélistes au sein de l'une des tables rondes thématiques sur les questions clés. 	<p>mois de décembre.</p> <p>Enseignements tirés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En dépit des différences et des spécificités inhérentes aux contenus régionaux, toutes les régions partagent, en matière d'éducation des adultes, des tendances et des défis similaires touchant à l'absence de ressources appropriées, aux cadres politiques complets, à la collecte des données et aux faibles taux de participation. • Nécessité d'élaborer des repères concrets. • L'UNESCO/UIIL est censé jouer un rôle nettement plus proactif en matière de soutien technique (clarification conceptuelle, élaboration des politiques) et de contrôle des engagements pris lors de la CONFINTEA V. • La forte implication des États membres, par l'intermédiaire de commissions nationales, dans la préparation nationale et régionale de la CONFINTEA VI, est fondamentale. • Le site Web de la CONFINTEA joue un rôle primordial en matière de mobilisation des fonds, de plaidoyer, de diffusion des informations et de communication. 	<p>directes ou aux parrainages des pays organisateurs.</p>	<p>autres parties prenantes utilisent ces documents pour l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes.</p>
<p>Amélioration de la coopération et de la mise en réseau entre les États membres de la région Afrique afin de renforcer les capacités de conception, d'exécution et d'évaluation des programmes d'alphabétisation, d'éducation non formelle et d'éducation des adultes, et augmentation des taux d'alphabétisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités de l'UIL liées à l'Afrique ont été intégrées dans la CONFINTEA VI et dans l'initiative LIFE. En raison du report de la CONFINTEA VI, les principales réalisations seront reportées au 183 EXB. • La réunion des pays francophones sur la préparation de la CONFINTEA VI a donné une excellente occasion aux décideurs africains de partager leurs expériences dans cet échange Nord-Sud et construire des capacités visant à pérenniser l'alphabétisation et à l'intégrer dans les programmes du Secteur de l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le report de la CONFINTEA VI est un défi majeur car la stratégie repose sur la conférence et les activités prévues pour la seconde moitié de l'année ne peuvent pas être maintenues. • Un événement important du programme africain de l'UIL pour la première moitié de 2009 a été repoussé : il s'agit de la conférence ministérielle sur les langues et la culture dans l'éducation en Afrique que l'UIL organise en collaboration avec l'ADEA. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Mise en œuvre des recommandations des six conférences régionales sur l'alphabétisation.	<ul style="list-style-type: none"> • La conférence régionale de soutien à l'alphabétisation en Europe centrale et orientale et au Caucase (Baku, Azerbaïdjan, mai 2008) et les préparatifs régionaux de la CONFINTEA VI ont donné l'occasion de faire progresser l'alphabétisation, de renforcer les partenariats et de coordonner et surveiller l'initiative LIFE. • Nouveaux documents et stratégies politiques relatifs à l'alphabétisation préparés dans un certain nombre de pays, afin de donner suite à la Conférence régionale africaine sur l'alphabétisation dans le monde et à l'<i>Appel de Bamako</i> (2007). • Création de structures ministérielles consacrées à l'alphabétisation et aux pays : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, et Mauritanie. Les budgets ont augmenté au Bénin, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Mali, au Mozambique et au Niger, ainsi que dans d'autres pays. • The Fonds de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation pour promouvoir l'alphabétisation dans le monde a été lancé par Mme Laura Bush, ambassadrice honoraire pour la DNUA, en septembre 2008. 			

Paragraphe 01032 - Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE)

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 1 100	Effectif : 1 100

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Formulation de politiques nationales de l'éducation intégrant des stratégies concernant les applications des TIC	<ul style="list-style-type: none"> • La recherche conduite sur l'utilisation des TIC dans l'enseignement supérieur (pays de la CEI et de la Baltique) facilite le dialogue politique et l'échange des meilleures pratiques entre les États membres. 			
Renforcement des capacités nationales pour utiliser les TIC dans l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités nationales ont été renforcées grâce à quatre programmes de formation sur « Les TIC en tant que moyens permettant d'accéder à l'information », « L'environnement pour le développement, l'éducation et l'inclusion sociale des personnes ayant des incapacités », un séminaire « L'utilisation des TIC pour les diagnostics et la thérapie psychologiques des élèves dans les régions qui ont subi un conflit armé », et « Les indicateurs de l'utilisation des TIC dans l'éducation par rapport aux ressources éducatives libres » qui ont formé 120 éducateurs au sein de la CEI et des États arabes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités d'étroite coopération et coordination avec les autres instituts et centres de l'UNESCO jouent un rôle crucial dans le succès des interventions de l'ITIE. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Libre accès à l'utilisation des TIC dans l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Le dialogue politique et l'information sur les nouvelles ressources éducatives ont été promus grâce à l'initiative prise par l'ITIE en faveur du séminaire international et de la réunion d'experts sur le thème des « ressources et des technologies éducatives libres ». 	<ul style="list-style-type: none"> L'intérêt pour les ressources éducatives libres ne cesse de croître dans les pays de la CEI. 		

Paragraphe 01035 - Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA)

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 000	Effectif : 2 000

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Renforcement des capacités des ministères de l'éducation et des établissements de formation des enseignants dans un certain nombre de pays, et tout particulièrement dans les pays participant à l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA)	<ul style="list-style-type: none"> La formation fournie aux responsables/directeurs des établissements de formation des enseignants (par exemple 34 établissements au Sierra Leone ; 117 établissements au Nigeria ; 27 établissements en République-Unie de Tanzanie). La formation a été conduite dans le cadre du projet CapEPT visant au Sierra Leone, à l'élaboration des matériels d'apprentissage à distance en ligne imprimés. 20 modules élaborés et publiés pour 10 disciplines différentes seront utilisés pour former en cours d'emploi 3 700 enseignants dans le cadre de l'éducation à distance. 	<ul style="list-style-type: none"> Certains des logiciels libres des TIC intégrés dans le matériel de formation ont été considérés comme trop complexes et nécessitent des ordinateurs puissants ; des versions plus simples ont donc été mises à l'essai et pourraient être utilisées ultérieurement. Le coût de l'impression est prohibitif. 	Deux ateliers de formation ont été couverts par des fonds extrabudgétaires (CapEPT), qui ont également soutenu la production des modules. Les parties prenantes ont couvert les coûts locaux au Nigeria, et les fonds ont été mobilisés en étroite coopération avec le Bureau de l'UNESCO à Abuja.	Les ateliers de formation ont été organisés comme des formations de formateurs. Ceux qui y ont participé transmettront donc les informations et les connaissances qu'ils ont acquises à leurs collègues dans leurs lieux de travail respectifs.
Réalisation et diffusion de recherches de qualité sur le recrutement, la formation, la rétention et le bien-être des enseignants dans un certain nombre de pays	<ul style="list-style-type: none"> Des études ont été conduites sur la formation et la rétention des enseignants au niveau préscolaire dans six pays (Éthiopie, Burkina Faso, Congo, Nigeria, Lesotho et Afrique du Sud). La recherche a mis au jour des approches de la formation des enseignants, des instruments juridiques soutenant le développement et la prestation de services des enseignants, les dépenses consacrées à l'EPPE, les bonnes pratiques en matière de développement des enseignements et les recommandations politiques permettant de relever les défis. Une recherche a été menée en coopération avec l'IIPE sur les expériences sud-africaines en matière d'utilisation des nouvelles technologies dans la formation des enseignants dans le cadre du programme de renforcement des capacités en matière de planification et de gestion de l'éducation pour atteindre les objectifs de l'EPT. 	<ul style="list-style-type: none"> La rareté des documents publiés sur les succès et les résultats importants qui permettraient de retrouver les programmes réalisés en matière de développement et de rétention des enseignants, de soins apportés et de gestionnaires de l'EPPE, est due à l'insuffisance des ressources financières. La recherche doit être conduite en collaboration avec les ministères nationaux de l'éducation et avec les agences spécialisées dans les statistiques. Il est difficile d'obtenir des financements adaptés à la conduite de recherches exhaustives et de grande ampleur. 	Utilisation des consultants locaux pour conduire l'étude dans les pays sélectionnés. Pour réduire les coûts, le personnel de l'IIRCA est directement impliqué dans la recherche. La diffusion des résultats de la recherche sera effectuée par courriel et par l'intermédiaire du site Web de l'IIRCA. Les rapports publiés seront diffusés pendant les ateliers.	Les résultats seront aisément accessibles, notamment pour les partenaires tels que l'UA, l'ADEA et la Commission nationale, qui favoriseront une large diffusion. Les rapports sont publiés sur papier et en format électronique afin de les rendre plus facilement accessibles aux décideurs.
Soutien des efforts nationaux en vue d'atteindre les objectifs de l'EPT par la formation à l'utilisation des TIC dans l'éducation et dans la direction et la gestion des établissements	<ul style="list-style-type: none"> 21 formateurs d'enseignants de sciences ont été formés à l'aide de logiciels libres et gratuits au Malawi. 	<ul style="list-style-type: none"> Le faible niveau des participants en compétences informatiques de base a posé des problèmes La formation à la direction et à la gestion 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
scolaires dans certains pays		des établissements scolaires n'a pas eu lieu en 2009 car l'IIRCA s'est orienté vers des activités sous-régionales (CER), au détriment des interventions nationales.		
Renforcement des partenariats efficaces avec les parties prenantes concernées dans le domaine de la formation des enseignants, et tout particulièrement dans les pays participant à l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA)	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de l'engagement auprès de l'UA. Deux réunions consultatives ont permis d'explorer les domaines de coopération dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde Décennie de l'éducation en Afrique. • L'IIRCA a cherché à consolider les partenariats avec l'UA en participant activement au processus d'élaboration de la stratégie de mise en œuvre visant au développement des enseignants dans le contexte de la seconde décennie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tirant parti de l'avantage que procure la proximité physique des lieux, l'UA et l'IIRCA ont commencé à planifier un programme conjoint dans les domaines où l'intérêt est mutuellement partagé. • Le problème des ressources qui permettront de couvrir les activités conjointes n'a pas encore été résolu. 		<p>La mise en commun des ressources de l'UA et de l'IIRCA dans les domaines où se vérifie la théorie des avantages comparatifs soutient les résultats des programmes mis en œuvre.</p> <p>La conformité aux priorités nationales et la réduction des mesures faisant double emploi renforcent le sentiment d'appropriation nationale et optimisent l'impact sur les programmes liés à la formulation et au développement des politiques destinées aux enseignants.</p>

Paragraphe 01038 - Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC)

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 2 600

Effectif : 2 600

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Élargissement de l'accès des États membres de la région à une information et des connaissances de qualité sur les orientations, les meilleures pratiques et les enjeux de l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Un rapport sur les « Tendances de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes » (E ; & Sp. Only - Tendances de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes - source titre : 34 C/REP/5) (2008) a été commandé auprès d'un groupe d'une soixantaine de personnes. Les analyses, constatations et recommandations de ce rapport ont été utilisées comme des instruments de référence lors interventions et débats de la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes - CRES 2008 (Cartagena de Indias, 2008). Examine 10 problèmes clés du développement de l'enseignement supérieur dans la région et constitue le corpus le plus complet d'informations et d'analyses de qualité à avoir été publié au cours de ces dix dernières années. Ses conclusions et propositions, ainsi que la Déclaration et le Plan d'action de la CRES 2008 serviront de points de repère et de ligne de base pour les réformes qui seront 	<ul style="list-style-type: none"> • Le défi majeur, comme pour la plupart des événements de ce type, consiste à préserver la dynamique qui se crée autour de l'ordre du jour énoncé dans le rapport et présenté lors de la CRES, surtout si l'on tient compte du fait qu'un événement d'une telle importance n'a lieu que tous les 10 ans. • La première étude conduite dans 37 pays sur le système de statistiques de l'ES a fait apparaître un grand nombre de lacunes et de problèmes consistant notamment à : <ul style="list-style-type: none"> - mobiliser la plupart des pays de la région pour qu'ils s'engagent à réviser 	Ressources financières fournies par les principaux parrains de la CRES 2008 (ministères de l'éducation de Colombie, du Brésil et de la République bolivarienne du Venezuela).	L'IESALC renforce les stratégies de communication grâce à des moyens d'information tels que le bulletin électronique hebdomadaire publié en trois langues et envoyé à plus de 120 000 abonnés, le magazine trimestriel « Educación Superior y Sociedad (enseignement supérieur et société) », un programme éditorial qui a conduit à la diffusion de 15 publications au cours de cet exercice biennal. Tous les

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>en entreprises en Amérique latine et aux Caraïbes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A élaboré un projet phare, « Carte de l'ES en Amérique latine et aux Caraïbes », dont l'objectif est le développement des systèmes nationaux de statistiques de l'ES et la consolidation d'une base de données régionales sur l'ES ; une étude a été conduite dans 37 pays sur le système national de statistiques de l'ES et des tests pilotes ont été réalisés dans cinq pays. Lorsqu'ils auront été mis en œuvre et qu'ils seront opérationnels dans les 37 pays, les systèmes constitueront l'ensemble de données sur l'ES le plus important d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi qu'un instrument de référence capital pour les études comparatives menées dans la région. • L'absence de statistiques fiables sur les systèmes nationaux de l'ES est un problème structurel qui concerne toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, et qui a des effets négatifs sur les politiques publiques, les institutions, les programmes académiques, la recherche sur l'ES et les décisions des étudiants. 	<p>et à réformer leur système de statistiques de l'ES ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - convier les universités et les autres établissements d'ES à participer au projet et à réformer leur propre système d'information interne afin de disposer d'informations de base fiables et à jour sur leurs activités académiques ; - financer le projet au cours des prochaines années. 		<p>documents et publications précédents de l'IESALC sont disponibles en ligne.</p> <p>La durabilité dépend des engagements qui doivent être pris par les agents du ministère en matière de rassemblement des données, de saisie des données et de maintenance de l'ensemble du système au niveau national.</p>
<p>Soutien à l'application des recommandations du Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les études réalisées avaient pour objet d'améliorer la qualité de l'éducation et étaient centrées sur la diversité culturelle et l'inclusion. Ces thèmes ont été abondamment débattus lors de la Conférence régionale de Cartagena de Indias. Toutes les recommandations faites dans le cadre du PRELAC II ont été couvertes lors des différentes tables rondes thématiques organisées pendant la CRES 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> • La CRES 2008 a entériné la plupart des recommandations faites dans le cadre du PRELAC II, notamment celle qui concernait la nécessité d'une implication majeure des systèmes de l'enseignement du troisième degré et de leurs talents dans les niveaux de l'éducation primaire et secondaire. 		<p>La Déclaration de Cartagena (CRES 2008) et le Plan d'action renforceront les recommandations faites par les ministres dans le cadre du PRELAC II.</p>
<p>Renforcement des capacités des États membres de la région de formuler, rendre opérationnelles, mettre en œuvre et superviser les politiques publiques de l'enseignement supérieur, y compris en assurant l'accès à un enseignement supérieur multilingue</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ont participé à la Conférence : Des représentants de l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, notamment des autorités gouvernementales de haut niveau. Des représentants d'établissements d'ES de pratiquement tous les États membres d'Amérique latine et des Caraïbes. 16 ministres et/ou vice-ministres, 65 réseaux d'universités, conseils de recteurs et agences pour l'ES, 61 établissements au Salon des sciences et des technologies et 94 presses universitaires au salon du livre. • Les résultats de la CRES 2008 : des instruments de référence fondamentaux (notamment la Déclaration et le Plan d'action) pour les politiques publiques de l'ES dans la région, et des sources d'inspiration pour les réformes qui doivent être entreprises au cours des dix prochaines années. • Une meilleure sensibilisation de l'ensemble des parties prenantes de l'ES au rôle que peut jouer l'enseignement supérieur dans la construction de nos futures sociétés. La Plan d'action de la CRES définit des mesures précises à l'intention des gouvernements, qui 	<ul style="list-style-type: none"> • Les principaux défis sont liés aux mesures parfois dispersées des interventions gouvernementales et aux crises financières. Même lorsque les changements et les réformes sont inspirés par la CRES 2008, le rythme des réalisations est lent. La mobilisation et l'accord constants des différents acteurs impliqués dans les processus est nécessaire. 	<p>Le coût élevé d'un événement tel que la CRES 2008 doit être rapproché de son importance régionale et politique, et de ses 3 359 participants. L'ensemble des coûts ont été couverts par les fonds extrabudgétaires.</p>	

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	sont conformes aux principes et recommandations de la CRES 2008.			
Amélioration des capacités de gestion des systèmes universitaires de la région avec la mise au point et l'institutionnalisation de pratiques et de mécanismes d'évaluation et d'accréditation	<ul style="list-style-type: none"> Le projet sur les « systèmes d'agrément et d'évaluation de la qualité des études de troisième cycle en Amérique latine et dans les Caraïbes » est achevé. Ce projet a élaboré un ensemble de bases opérationnelles dont l'objectif est d'embrasser un vaste programme assurant la mobilité des étudiants parmi les différentes études de troisième cycle proposées en Amérique latine et aux Caraïbes. Des agents vénézuéliens ont suivi une formation dans le domaine de l'évaluation et de l'accréditation des établissements et programmes d'enseignement supérieur dans le cadre des formations dispensées par la Commission nationale d'évaluation et d'accréditation universitaire d'Argentine (CONEAU) et en liaison avec l'IESALC. 	<ul style="list-style-type: none"> Le défi principal consiste à atteindre des indicateurs et un accès comparables dans les États membres insulaires des Caraïbes. L'IESALC a servi de catalyseur et de point de contact entre le ministère vénézuélien de l'Éducation et la CONEAU. Le projet a été un bon exemple de coopération bilatérale Sud-Sud rapide et ponctuelle. 	Les coûts ont été couverts par les fonds extrabudgétaires et par le soutien apporté par les partenaires. Tous les coûts ont été couverts par le Ministère vénézuélien de l'éducation.	Pour tirer pleinement parti des constatations mises au jour dans le cadre de ce projet, d'autres actions devront être menées à bien.
Progrès de la coopération et de la mise en réseau dans la région en vue de créer l'espace commun latino-américain et caribéen des connaissances et de l'enseignement supérieur en s'appuyant sur des instruments normatifs tels que la Convention régionale de 1974 sur la reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans la région des Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> L'étude commandée avait pour objet d'évaluer les points forts et les points faibles de la Convention régionale sur la reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (1974). International seminar being organized for Sep/Oct in Buenos Aires, Argentine to revise Agreement and consider proposals that might revitalize it. Mise à exécution de l'une des recommandations de la Déclaration de Cartagena : création de l'Espace latino-américain et caribéen de rencontres pour l'enseignement supérieur (ENLACES). La réunion qui s'est tenue à Lima, au Pérou, avait pour objet de présenter les grandes lignes conceptuelles de l'ENLACES aux III réseaux universitaires et conseils d'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont pleinement approuvé ENLACES et qui ont fait des propositions pour les premières étapes. 	<ul style="list-style-type: none"> ENLACES a été unanimement entériné par 10 réseaux universitaires, 3 réseaux intercontinentaux, 4 agences de promotion de l'ES, 14 conseils de recteurs l'OEA qui, de nouveau, a souligné le pouvoir fédérateur de l'Institut. Le défi principal consiste à obtenir des engagements véritables, en termes de collaboration, seuls en mesure d'assurer le succès du projet. 	Les coûts budgétaires ont été relativement faibles en termes de déplacements, technologies, etc.	

Plates-formes intersectorielles

Paragraphe 08007 - VIH et SIDA

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)	
Planifié :	Effectif :

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
<p>Accroissement de la capacité des États membres, particulièrement dans le secteur de l'éducation, à mettre en œuvre des programmes globaux et renforcés de riposte au VIH et au SIDA qui reposent sur des politiques rationnelles et des bonnes pratiques fondées sur des données factuelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux propositions de pays ont accepté de mettre en œuvre le cadre d'action EDUSIDA (l'Angola et la République-Unie de Tanzanie) qui inclut des éléments de construction de capacités au sein des États membres. • Des représentants des États membres ont participé et bénéficié des résultats de la réunion dans le cadre de laquelle les questions du HIV et du SIDA et de l'éducation ont été examinées (ICAAP, AUA, INEE, ETII, Congrès national sur le SIDA en Thaïlande). • Des propositions qui soutiennent des ripostes nationales au VIH et au SIDA ont bénéficié d'un financement accru auprès des comités entre agences d'Afrique orientale et australe du Fonds d'accélération programmatique (FAP). • Des ressources ont été mobilisées pour des activités régionales entre agences destinées à renforcer les capacités du secteur de l'éducation (y compris les autorités nationales) afin de contribuer plus efficacement aux efforts de prévention du VIH, notamment la mise en œuvre du cadre d'action EDUSIDA (LAC). • La collaboration entre agences entreprise autour des jeunes, du VIH et du SIDA et de l'éducation (UNESCO, FNUAP, ONUSIDA) a pour objectif prioritaire d'accroître le soutien apporté efforts des États membres. Le leadership de l'UNESCO et sa participation active aux mécanismes de coordination entre agences régionales tels que le Groupe des directeurs régionaux et les points focaux régionaux, ainsi que le PANCAP (LAC), ont pour objet de renforcer la capacité des États membres à riposter à l'épidémie grâce à un meilleur accès aux informations stratégiques et à une meilleure utilisation de ces informations. • Les parties prenantes des États membres bénéficient des connaissances pertinentes qui sont mises à leur disposition : des outils et principes directeurs sur le thème du VIH et du SIDA ont été élaborés, mis à l'essai et utilisés afin d'intégrer ce thème dans le Secteur de l'éducation (par exemple, kits éducatifs destinés aux enseignants, matériels sur les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), matériels de prévention du VIH, mise en avant de la thématique du VIH et du SIDA, Éducation de qualité et VIH/SIDA, Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité. Appuyer les besoins d'éducation des apprenants séropositifs : leçons de la Namibie et 	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler avec le réseau des points focaux régionaux et nationaux sur le VIH est extrêmement utile à la coordination d'activités cohérentes. • Bien que les parties prenantes du secteur de l'éducation s'attendent à ce que le personnel du ministère coordonne les activités, de nombreux membres du personnel n'ont pas acquis les connaissances de base sur le VIH et le SIDA. Les efforts continus d'accroissement des capacités des membres du personnel du ministère doivent être l'un des éléments centraux du soutien technique apporté par l'UNESCO. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>de la Tanzanie) ; Des bulletins d'information ont été élaborés et diffusés en six langues auprès d'HSH offrant des services de proximité à leurs pairs , en incluant les États membres dans les principaux destinataires, dans le cadre des efforts globaux visant à développer leurs capacités dans ce domaine ; 950 bulletins d'information électroniques ont été distribués sur les activités de l'UNESCO concernant le VIH et le SIDA, notamment auprès des États membres bénéficiaires, en partageant les informations, les ressources et les outils mis à jour dans le but de soutenir des ripostes nationales plus efficaces ; Augmentation du nombre et de la qualité des matériels disponibles en langue espagnole par l'intermédiaire du centre d'échange d'informations commun sur l'éducation relative au VIH/SIDA (LAC), qui soutient directement les États membres hispanophones de la région.</p>			
<p>Mise au point de ripostes multidisciplinaires des États membres au VIH et à la pandémie de SIDA dans les domaines de compétence de l'UNESCO et soutien à ces ripostes, en privilégiant plus particulièrement les approches et les méthodes sexospécifiques culturellement adaptées et non discriminatoires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En ce qui concerne les activités liées au VIH et au SIDA, la base de connaissances s'est développée au sein des ministères de la culture grâce à la mise en œuvre dans quatre pays d'une cartographie des politiques (Botswana, Lesotho, Mozambique et Zambie). • Un examen des politiques et des pratiques municipales dans le domaine de la discrimination liée au VIH aux Philippines a été mené dans le cadre d'un processus conduisant à l'élaboration d'un instrument d'évaluation des politiques et dans le contexte de la coalition régionale des villes contre le racisme. • Onze groupes de jeunes de petits États insulaires en développement des Caraïbes, et des océans Indien et Pacifique ont soutenu la mise en œuvre de projets communautaires sur le VIH et le SIDA grâce à l'initiative « Vision des jeunes sur la vie dans les îles ». Le projet comprenait des événements culturels et sportifs, des ateliers et des documentaires. 			
<p>Sensibilisation accrue des jeunes et de leurs organisations aux risques d'infection par le VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des étudiants ainsi que le personnel enseignant et administratif d'établissements d'enseignement supérieur ont participé à un cours en ligne sur le VIH/SIDA en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, et au Timor-Leste ; 115 professionnels des médias (en Arménie, au Burundi, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Fédération de Russie et au Rwanda) ont suivi une formation sur le VIH et le SIDA subdivisée en cinq ateliers. • Des prototypes d'outils multimédias interactifs sur le VIH et le SIDA ont été élaborés pour de jeunes Ukrainiens ; un outil d'apprentissage interactif pour les professionnels des médias audiovisuels caraïbes a été élaboré pour aider les jeunes à endiguer la propagation du VIH et à faire reculer la stigmatisation et la discrimination que subissent les personnes vivant avec le VIH. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation des réseaux d'apprentissage en ligne peut élargir la portée des matériels d'apprentissage sur le VIH et le SIDA ; le plein accès de l'ensemble des étudiants demeure entravé par l'inadéquation des technologies disponibles. • Les jeunes sont d'excellents porte-parole lorsqu'il s'agit de soutenir l'élaboration d'outils multimédias innovateurs et interactifs sur le VIH et le SIDA. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<ul style="list-style-type: none"> Dix films produits par des participants africains (qui font partie du Réseau mondial de l'UNESCO de jeunes producteurs d'émissions télévisées pour la lutte contre le VIH et le SIDA) ont été présentés dans le cadre du FESPACO 2009, et ont notamment donné lieu à des discussions entre trois producteurs et leurs pairs ; Un DVD réalisé par de jeunes producteurs de télévision d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Europe réunit les 24 meilleurs films sur le VIH et le SIDA ; 12 personnes vivant avec le VIH/SIDA (8 femmes) ont suivi une formation au Rwanda afin d'apprendre à tenir un journal. 			

Paragraphe 08008 - Éducation au service du développement durable

Budget ordinaire : Activités (arrondi au millier de dollars)

Planifié :

Effectif :

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
Des politiques, plans et programmes publics à l'appui de l'EDD ont été élaborés (Non localisé dans le C/5)	<ul style="list-style-type: none"> L'examen des politiques à l'appui de l'EDD selon la perspective de la diversité culturelle et du dialogue interculturel a été finalisé. L'examen repose sur un échantillon de huit pays (Canada, Jamaïque, Kenya, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Royaume-Uni et d'un pays de la région arabe qui doit être identifié) et de deux régions (Asie-Pacifique et Afrique subsaharienne). 			
Renforcement des capacités des États membres et des différents acteurs afin d'intégrer les questions et pratiques relatives au développement durable dans tous les types et à tous les niveaux d'enseignement, dans le but d'améliorer sa qualité	<ul style="list-style-type: none"> Des représentants de 28 États membres de la région Asie-Pacifique ont participé à la consultation sur l'EDD et aux ateliers sur le renforcement des capacités. Ces ateliers ont servi de catalyseurs car ils ont aidé les États membres à mieux appréhender la situation concernant les acteurs de l'EDD, à définir les priorités en matière de développement durable aux niveaux national et sub-régional et, sur la base de ces priorités plus générales, à définir les priorités spécifiquement nationales de l'EDD. Des professionnels des médias ont été formés à l'établissement de rapports sur les questions du développement durable grâce à un ensemble d'outils de l'UNESCO intitulé « Les médias, partenaires de l'EDD » : 12 journalistes qui ont assisté au 5^e Forum mondial de l'eau (Chine, Égypte, Inde, Mexique, Nigeria, Turquie et Zambie) ; 50 journalistes du Costa-Rica ; 30 participants internationaux de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable (Autriche, République démocratique du Congo, Danemark, France, Inde, Indonésie, Islande, Iran, Kiribati, Nouvelle-Zélande, 	<ul style="list-style-type: none"> Dans la région Asie-Pacifique, les parties prenantes ont estimé qu'il était important d'accorder la priorité à l'EDD au niveau national avant la discussion sur les cadres régionaux. La très grande mobilité du personnel des administrations publiques pose des problèmes en termes de continuité des travaux de l'EDD. Certains pays ont indiqué que leur système éducatif n'est pas encore prêt à mettre en œuvre une approche multidisciplinaire de l'EDD. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	<p>Philippines, Suède ; Thaïlande, Royaume-Uni, USA) ; 25 journalistes du Zimbabwe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les meilleures pratiques et les recommandations relatives à l'eau et à l'éducation ont été échangées dans le cadre de trois ateliers régionaux sur l'éducation relative à l'eau, organisés en février 2009 par l'Institut UNESCO-IHE et par plusieurs partenaires (Jakarta, en Indonésie ; Port Elisabeth, en Afrique du Sud, et Delft, aux Pays-Bas). Ces ateliers ont en outre directement inspiré la Conférence de Bonn, le 5^e Forum mondial de l'eau et la 7^e Phase du Programme hydrologique international. 			
<p>Amélioration des connaissances sur l'EDD par l'échange d'expériences novatrices, ainsi que la synthèse et la diffusion des enseignements tirés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La 3^e version du Rapport mondial de la DEDD sur les contextes et les structures de l'EDD a été présentée lors de la Conférence de Bonn ; le site Web de la DEDD a été visité par environ 210 000 utilisateurs pendant la période d'établissement du rapport ; Écoles associées de l'UNESCO – Bonnes pratiques – L'éducation pour le développement durable - Second recueil de bonnes pratiques : l'éducation pour le développement durable a été publié et contient des bonnes pratiques d'EDD examinées dans des écoles du monde entier. • ESD Currents a été publié à Bangkok en mars 2009 par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique : cette publication rassemble des contributions de gouvernements, d'autres organes des NU, d'établissements d'enseignement et de membres de la société civile sur l'évolution des perspectives dans la région Asie-Pacifique, notamment sur l'élaboration de réseaux, la construction d'une éducation durable, et l'engagement de l'enseignement supérieur et de la jeunesse ; Les principes directeurs nationaux de l'EDD ont été élaborés et intégrés dans les mandats établis pour la cartographie de l'EDD dans sept pays de la région Asie-Pacifique. • Des communautés du Niger, du Kenya et de la République centrafricaine se sont engagées à cartographier leur patrimoine intangible, et ont échangé des expériences sur la façon dont leur héritage culturel et leurs connaissances traditionnelles peuvent être utilisés dans le contexte d'une éducation centrée sur le développement durable. (Projet extrabudgétaire : L'Éducation en vue du développement durable pour favoriser le dialogue avec et entre les communautés autochtones). • Des études de cas et des recommandations concernant l'éducation dans le domaine de l'eau ont été élaborées lors de cinq ateliers régionaux sur l'éducation relative à l'eau organisés par le PHI, en étroite collaboration avec l'Institut UNESCO-IHE, le Secteur de l'éducation et d'autres partenaires (en Amérique latine et aux Caraïbes, en Asie-Pacifique, en Europe-Amérique 	<ul style="list-style-type: none"> • Le grand intérêt qu'ont suscité la Conférence de Bonn et le processus du Cadre mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD a fait augmenter le nombre des visites sur le site Web de la DEDD. • Le problème du financement des activités de S&É reste posé. 		

Résultats escomptés du 34 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité
	du Nord et dans les États arabes).			
<p>Sensibilisation accrue de tous les types d'acteurs au développement durable grâce à l'EDD et à l'intensification de leur contribution à la DEDD.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un certain nombre de recommandations d'actions à mettre en œuvre pendant la seconde moitié de la DEDD ont été formulées par 900 représentants de 147 pays lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable (31 mars - 2 avril, Bonn). Un consensus général s'est dégagé sur l'aptitude de l'EDD à relever les défis mondiaux et sur le fait que l'EDD peut être utilisée pour façonner les systèmes éducatifs qui répondent le mieux aux besoins des apprenants. La Conférence de Bonn souligne l'importance de l'EDD dans la situation où se trouve aujourd'hui notre planète et propose une orientation stratégique pour la seconde moitié de la Décennie ; Des ateliers/événements spéciaux sur les médias, l'éducation relative à l'eau, et la culture ont été organisés, et ont suscité un grand intérêt pour les liens qui unissent l'EDD à ces thèmes. • Éducation, savoir et renforcement des capacités fut l'un des thèmes discutés lors du 5^e Forum mondial de l'eau (WWF5, Istanbul, mars 2009), via un atelier conjointement organisé par le PHI de l'UNESCO en coopération avec l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau, l'UNW-DPC (Programme d'ONU-Eau pour le développement des capacités), et le Secteur de l'éducation (UNEVOC, réSEAU et UNITWIN). • La sensibilisation aux priorités de l'EDD a progressé et un réseau de coordination établi entre les principaux ministères lors de l'atelier de l'EDD en Asie centrale sur les points focaux ministériels a été organisé à Almaty. Les questions liées à l'EDD ont été intégrées dans le PNUAD au Kazakhstan et au Tadjikistan. Le réseau interdépartemental de l'EDD a été créé au Kazakhstan afin d'encourager les efforts conjoints dans les domaines du renforcement des capacités, de la mise en valeur des connaissances au profit des ripostes stratégiques aux défis nationaux, de la stimulation et du soutien des activités intersectorielles, et de la promotion des échanges d'informations et de compétences entre les ministères. Une plate-forme de ressources de l'EDD a été créée au Viet Nam afin de rassembler les différents acteurs de l'EDD. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans certains pays, l'EDD n'est pas bien comprise. Les activités de plaidoyer et les stratégies de communication efficaces peuvent améliorer l'image de l'EDD. • Lorsqu'une approche de l'EDD est élaborée au niveau national, il est fondamental de rassembler les agences internationales, les services du gouvernements, les établissements d'enseignement supérieur et les ONG nationales qui travaillent à un large éventail de sujets liés à la DEDD. • Élaborer un partenariat public-privé initial avec une société en expansion nécessite de conduire des activités de coordination et de préparation mûrement réfléchies. 		